

CONSEIL INTERUNIVERSITAIRE DE BUKAVU C.I.U.B.

B.P. 203 Cyangugu, RWANDA, B.P. 854 Bukavu, RD Congo. Email :
ciub_secretariatexecutif@yahoo.fr

Forum universitaire Kivutien sur « LA QUALITE DE LA FORMATION A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE AU KIVU ».

Rapport narratif

*Avec l'appui financier de la Coopération Universitaire au Développement
(CUD)/Belgique*

BUKAVU
Centre Olame, du 24 au 26 juillet 2002

SOMMAIRE

Introduction

Chapitre I. DES THEMES TRAITES (plénières, carrefours et ateliers)

Section I. THEME 1. ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE ET QUALITE DE LA FORMATION

Section II. THEME 2. BESOINS DE LA SOCIETE KIVUTIENNE : FORMATION ET DEVELOPEMENT

Section III. THEME 3. INSERTION DES FILIERES DE L'ESU DANS LA SOCIETE KIVUTIENNE

Section IV. THEME LE COUPLE RECHERCHE – FORMATION DANS UNE INSTITUTION

D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE

Chapitre II. SYNTHESE DES TRAVAUX, RESOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS

Section I. Synthèse générale

Section II. Résolutions

Section III. Recommandations

Chapitre III. MECANISMES DE SUIVI DES RESULTATS

Section I. Evaluation de la situation des institutions membres du CIUB (personnel enseignant, bibliothèques, laboratoires et centres d'application, administration, patrimoine, équipement, logistique, logement, programme de recherche, service à la collectivité, etc)

Section I I. Planification opérationnelle

ANNEXES

I. Liste des participants

II. Document d'orientation

III. Présentation du CIUB

INTRODUCTION

Du 24 au 26 juillet 2002 s'est tenu au Centre Olame à Bukavu le Forum Universitaire Kivutien sur « la qualité de la formation à l'enseignement supérieur et universitaire au Kivu ». Ce forum a réuni 47 participants des institutions d'enseignement supérieur et universitaire de Bukavu (Centre Universitaire de Bukavu, CUB, Institut Supérieur de Développement Rural, ISDR, Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu, ISP, Institut Supérieur des Techniques Médicales, ISTM, Université Catholique de Bukavu, UCB, Université Evangélique en Afrique, UEA, Institut Supérieur d'Etudes Commerciales et Financières, ISECOF et Institut Supérieur de Gestion des Affaires, ISGEA), de Goma (Université Libre des Pays de Grands Lacs, ULPGL, Centre Universitaire de Kisangani, Extension de Goma, CUEG et ISGEA), de Butembo (Université Adventiste de Lukanga), de Kindu (Centre Universitaire de Kindu, CUK) et du Burundi (Université Officielle du Burundi).

Il a connu la participation active du Représentant du Chef de Département de l'Education Nationale du RCD/Goma, le Professeur Bibombe Mwamba, Secrétaire du Conseil Académique, Administratif des Etablissements de l'enseignement supérieur et universitaire dans les Territoires sous contrôle du RCD Goma, et d'un membre de la Commission Permanente des Etudes en République Démocratique du Congo, le Professeur Bokula Moiso de l'Université de Kisangani..

Objectifs du forum

L'objectif général du forum était d'améliorer la qualité de la formation dans les institutions de l'Enseignement Supérieur et Universitaire au Kivu.

Les objectifs spécifiques du forum consistaient à :

- analyser les problèmes et les besoins liés à la qualité de la formation à travers les filières organisées au Kivu ;
- définir les stratégies nécessaires en vue de l'amélioration de la qualité du système de formation ;
- identifier les besoins réels de la société kivutienne et concevoir un enseignement capable d'y répondre ;
- dégager les axes d'un programme d'actions prioritaires ;
- définir des mécanismes de recherche-action pour relever le niveau de la formation à l'enseignement supérieur et universitaire.

Contenu

Le Forum Universitaire Kivutien a porté sur quatre thèmes :

- l'environnement socio-économique et la qualité de la formation ;
- les besoins de la société kivutienne : formation et développement ;
- insertion des filières de l'ESU dans la société kivutienne ;
- le couple recherche - formation dans une institution de l'enseignement supérieur et universitaire.

Dix-huit contributions en plénière et dix-huit en ateliers ont enrichi les débats et les échanges autour de chaque thème.

Organisation et gestion administratives du forum

Le Bureau du Forum était composé d'un Président , Professeur Séverin Mugangu Matabaro et d'un Rapporteur Général , C.T. Basile Kabazimya Kabeziwa

Les Modérateurs et les rapporteurs des thèmes étaient ainsi répartis :

	Modérateur	Rapporteur
Thème 1	Professeur Barnabé Mulyumba wa Mamba	C.T. Oscar Baharanyi Bya-Dunia
Thème 2	Professeur Martin Bitijula Mahimba	C.T. Byaene
Thème 3	Professeur Nyakabwa Mutabana	C.T. Kasuku
Thème 4	Professeur Lubala Kasi	C.T. Sebakunzi Ntibibuka
Ateliers	Professeur Augustin Bashwira Sanvura	Tous les rapporteurs par atelier

Sous la responsabilité de Monsieur Bulabula Kizungu Dema, Chef de Travaux à l'ISP/Bukav, une équipe du secrétariat du forum a réalisé les différents travaux de saisie et de reproduction des documents.

Le Service des relations publiques était assuré par Monsieur Oscar Baharanyi Bya-Dunia, Chef de Travaux à l'ISTM et Monsieur Wasso Mikelenge, Assistant à l'ISDR/Bukavu.

Quatre hôtesse, des étudiantes sélectionnées dans les institutions membres du CIUB, ont travaillé à l'accueil et au protocole (la distribution des documents et l'orientation des participants).

Chapitre I. DES THEMES TRAITES (plénières, carrefours et ateliers)

PREMIERE JOURNEE : mercredi 24 juillet 2002

Section I. THEME 1. ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE ET QUALITE DE LA
FORMATION

Modérateur : Prof. Barnabé MULYUMBA wa MAMBA

Rapporteur : C.T. Oscar BAHARANYI BYA-DUNIA.

PRESENTATION SOMMAIRE DES COMMUNICATIONS

Les activités du forum ont commencé avec un grand retard (à 10h45' au lieu de 10h00) à cause du temps perdu à attendre les autorités pour l'ouverture solennelle de travaux.

Pour commencer, les organisateurs ont expliqué le déroulement de travaux, le contenu de la farde du participant, l'organisation matérielle avant de demander aux participants de se présenter. Ci-après les résumés des communications.

“L'EVOLUTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE EN R.D.
CONGO : MODÈLES CONCEPTUELS”
Professeur Augustin BASHWIRA SANVURA

Après une brève introduction, l'auteur a présenté la communication autour de deux principaux points : un aperçu historique sur l'importance et la nature de l'ESU au Congo et les problèmes particuliers de l'ESU en République démocratique du Congo.

S'agissant de l'aperçu historique, l'auteur a expliqué le contexte de naissance de l'enseignement supérieur et universitaire au Congo dans la mouvance de l'accession du pays à l'indépendance. Le Congo comptait déjà deux institutions universitaires, l'Université Lovanium créée en 1954 à Léopoldville et l'Université Officielle du Congo créée en 1956 à Elisabethville. Par la suite, l'auteur divise en quatre principales périodes l'évolution conceptuelle de l'ESU au Congo:

a. La période de 1954 à 1971 marquée par le principe général d'autonomie de fonctionnement des universités ;

b. La période de 1971 à 1981 caractérisée par la première réforme du 6 août 1971 consacrant la centralisation des moyens et des pouvoirs autour d'une université unique, l'Université Nationale du Zaïre, UNAZA, avec la transformation de trois universités existantes (les universités ci-haut citées et l'Université Libre du Congo qui a été créée en 1963 à Stanleyville) en campus universitaires. Une autre spécificité de cette période est la répartition arbitraire des Facultés entre les trois campus et le regroupement des instituts supérieur en deux blocs (technique et pédagogique).

c. La période de 1981 à 1989 caractérisée par le démembrement de l'Université Nationale du Zaïre (Unaza) et la décentralisation des établissements d'enseignement supérieur et universitaire. Les universités reprennent leur personnalité juridique d'antan et trois conseils d'administration sont créés et basés à Kinshasa (un pour les universités, CAU, un pour les instituts supérieurs techniques, CA-IST, et un pour les instituts supérieurs pédagogiques, CA-ISP). Donc, il y a décentralisation mais pas autonomie totale de fonctionnement.

d. De 1989 à nos jours, c'est une période caractérisée par le principe de libéralisation et plus tard couplée de l'essaimage des institutions d'enseignement supérieur et universitaire.

Désormais, des particuliers, personnes ressources morales ou physiques qui remplissent les conditions fixées par la loi-cadre de 1986 peuvent créer des établissements d'enseignement supérieur et universitaire.

Abordant les problèmes particuliers de l'enseignement supérieur et universitaire congolais, l'orateur évoque entre autres :

les mouvements des étudiants qui jalonnent l'évolution de l'ESU au Congo avec, à chaque niveau des conséquences sur le système d'enseignement supérieur et universitaire ;

le chômage des diplômés qui s'explique en partie par l'inadéquation entre la formation supérieure et les possibilités d'emploi avec des considérations sur les plans qualitatif et quantitatif ;

la recherche, les publications et les résultats de recherches par rapport à l'enseignement. L'abandon de la recherche est tributaire, en partie, de l'insuffisance et du déséquilibre budgétaires ainsi que des conséquences négatives des différentes réformes en plus du délabrement de l'enseignement supérieur et universitaire en général.

2. LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN AFRIQUE FACE AUX DEFIS D'UNE SOCIETE EN MUTATION

Professeur Herménégilde RWANTABAGU (Université du Burundi)

Pour l'orateur, l'université africaine est confrontée à des problèmes multiples. Or, le rôle de l'université est d'accompagner les dirigeants dans cette société en pleine mutation. Concernant strictement l'enseignement, améliorer la qualité de l'enseignement supérieur, c'est améliorer la qualité sur l'ensemble du système. En effet, l'université forme les enseignants du secondaire, les formateurs des enseignants du primaire.

L'université africaine est confrontée à trois principaux défis, à savoir :

l'explosion démographique avec la jeunesse de la population africaine (majorité des populations autour de 20-25 ans). Le gros des Africains est donc à l'âge de la scolarité. Et tout le monde veut scolariser ses enfants jusqu'au plus haut niveau ;

l'évolution technologique et scientifique toujours rapide et complexe ; ce qui exige des adaptations régulières et rapides qui nécessitent une régulation permanente de la carrière enseignante (formation) et l'approvisionnement en matériels pédagogiques de plus en plus sophistiqués ;

l'adaptation aux exigences de la D.U.D.H. qui insiste sur le droit à l'éducation à tous les niveaux face à l'explosion démographique qui entraîne la croissance rapide des demandes et donc des effectifs. Ce qui entraîne des problèmes pédagogiques d'encadrement suite au nombre élevé d'étudiants à encadrer. Donc, la demande est grande devant une capacité d'encadrement moindre. Alors, pour le succès apparent, il y a tentation de former quantitativement au détriment de la qualité.

L'auteur a souligné le poids de la tradition liée aux relations coloniales entre les Africains et leurs anciens patrons. L'université africaine a évolué comme une institution émanant des traditions euro-médiévales et eurocentriques, et ce, depuis les années de l'indépendance jusqu'à ces jours. Les choses n'ont pas changé, car même les nouvelles universités veulent suivre le même modèle. La question est de savoir en quoi nos universités sont africaines. Il y a donc un sérieux problème de culture.

Bien entendu, l'auteur souligne aussi la culture pédagogique chez les professeurs même devant la massification des effectifs. Ils ne tiennent pas compte des antécédents scolaires diversifiés. Ils doivent être sensibles à des données comme :

- les taux de rendement ;
- les taux d'échecs ;
- l'adéquation formation – efficacité - compétitivité, etc.

On peut malheureusement constater que les professeurs sont trop sollicités. Ce qui a conduit à l'abandon de la recherche scientifique.

L'auteur propose comme voies de solution :

de définir l'identité de l'université africaine et son rôle dans la société pour qu'elle ne reste pas dans sa tour d'ivoire tel qu'on le constate encore aujourd'hui ; l'université doit rester un agent de développement ;

il faut voir la pertinence des programmes pour réaliser une formation adaptée et efficace, utile pour l'individu et pour la société entière ;

il faut développer la culture pédagogique en permanence chez les professeurs ;

on doit fidéliser les professeurs dans le sens de l'enracinement culturel autour des valeurs humaines et des valeurs nationales ; que la primauté à la recherche accessible à la population et pour résoudre ses problèmes, les enseignants doivent demeurer l'élite qui pense, qui produit et qui fait marcher la société.

Pour terminer, l'auteur conclut que le but ultime de l'éducation universitaire serait de former non seulement un « homo sapiens » doué du savoir ou un « homo faber » doué d'aptitudes et d'habiletés mais aussi et surtout un « homo frater » nanti du savoir-vivre en société avec ses semblables pour la promotion de la paix et de l'harmonie sociale.

3. MEDIOCRATIE INTELLECTUELLE DES TIERS INSTRUITS DANS LA REGION DES GRANDS LACS AFRICAINS

Professeur LUBALA Kasi

Pour l'auteur, l'euphorie populaire des années 1990 stimulait la démocratisation de l'éducation par un essaimage et une privatisation de l'enseignement supérieur, censés combler les lacunes du secteur de l'enseignement public congolais. L'essaimage et l'émiettement des structures administratives de l'enseignement proposaient comme première finalité de rapprocher l'étudiant et le parent des lieux des activités académiques.

Bien vite, les universités devinrent des boutiques de l'ignorance. Le clientélisme des comités de gestion académique et financière nommés dans les universités idéologiquement démarquées mais façonnant toujours et de la même manière par les mêmes matières des tiers instruits, livre pour la société médiocratique des « explosifs » qui préparent potentiellement de nouvelles guerres. Les tiers instruits génèrent la sous-qualification de la société à venir.

Le gigantisme des universités de Kinshasa et Lubumbashi fabriqua à l'Est du Congo une nécropole de la science par une sous-administration, tatillonne et crétine aux finances nébuleuses qui a du mal à articuler les quatre aspects Administration – Enseignement – Recherche – Développement. Cette mégestion fut souvent source de troubles et révolutions universitaires.

C'est par une transformation promontoire de la quantité d'institutions en qualité de la formation génésique d'une tradition et d'un esprit universitaire que pourront être stabilisées les conditions de travail et d'études, l'équipement des bibliothèques et des laboratoires, le rituel à l'université pour l'honneur, le prestige et le respect des instructions académiques.

Les travaux en carrefour ont connu les contributions de Maître Lwango, C.T. Kabazimya Kabeziwa et du couple Professeur Ruriho Kibambasi et l'Assistant Pascal Ngombwa.

« EVOLUTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE EN R.D. CONGO »

Maître Thomas Lwango et C.T. François Sebakunzi Ntibibuka.

Cette communication a tourné autour de la concurrence et la confrontation permanentes entre l'Etat et les privés tout au long de l'évolution du système d'enseignement supérieur

« LE NAUFRAGE DES ACQUIS D'UN PROJET DE DEVELOPPEMENT A L'ISP/BUKAVU »,
Professeur Kaningini Mwenyimali et C.T. Kabazimya Kabeziwa

Il s'agit du projet de développement de la pêche au filet maillant sur le lac Kivu. Les causes du naufrage du projet sont notamment le vol des filets (88 au total, de 1997 à 2002). La communication signale en plus les lieux et dates de vols. Certains filets volés ont été récupérés mais le gros a été perdu. Elle signale également les propriétaires des filets volés.

« UN ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE POUR LE CHOMAGE AU SUD-KIVU »,
Professeur Ruriho Kibambasi et l'Assistant Pascal Ngombwa.

Par cette communication, les auteurs présentent une analyse critique de la situation du chômage au Sud-Kivu. Pour eux, les gens, à la sortie de l'école, tendent à subir une longue période de chômage à la suite de laquelle ils acceptent éventuellement des salaires inférieurs à ceux de leurs prédécesseurs. Paradoxalement, et dans les mêmes filières, les candidats continuent à assiéger les établissements d'ESU. Ces écoles elles-mêmes n'accordent absolument pas la priorité à la diffusion des connaissances et des compétences, mais se préoccupent davantage à certifier ou à donner des références.

« LA POLITIQUE DE SUBVENTIONNEMENT DE L'EDUCATION SUPERIEURE FACE A LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AU KIVU »,
Professeur Ruriho Kibambasi et Assistant Pascal Ngombwa.

Selon les auteurs les candidats à l'éducation ne sont pas motivés exclusivement, voire principalement, par un désir de gain économique, mais qu'ils veulent bénéficier d'une meilleure formation surtout pour des raisons sociales. En République Démocratique du Congo, certains universitaires ont bénéficié des subventions de l'Etat à l'époque, mais nombreux d'entre eux satisfont actuellement les besoins en main-d'œuvre des autres pays tels que le Rwanda et le Burundi, surtout, sans citer ceux qui travaillent dans des pays européens et asiatiques. En outre, des résultats des étudiants à l'époque du subventionnement ne sont pas éloquentes. Aujourd'hui, ce sont les bénéficiaires qui prennent en charge l'éducation. Les statistiques montrent que les échecs et les abandons dans des universités et instituts supérieurs étaient plus élevés qu'actuellement. Les charges du personnel, les coûts des soins médicaux des étudiants, les bourses d'études, les frais de fonctionnement, le logement et la restauration constituaient une source des dépenses pour l'Etat alors que les diplômés seront voués au chômage. N'oublions pas que le coût moyen annuel d'un étudiant pour sa formation est le double d'une classe de l'école primaire. Devons-nous alors proposer un mode de financement qui consistera à inciter les bénéficiaires à acheter leur éducation ?

1.2. EVALUATION

Des échanges autour des contributions proposées dans le premier thème, sont ressortis les points ci-après :

1.2.1. Points forts

- a) Malgré les difficultés, les institutions universitaires ont continué à fonctionner grâce au dévouement des enseignants.
- b) La volonté des institutions de l'enseignement supérieur et universitaire de travailler ensemble et de se renforcer mutuellement pour résoudre les problèmes communs et sans tenir compte des « micro-idéologies »;

- c) La présence des professeurs attirés et dévoués (33 au total) qui garantissent encore la confiance et qui peuvent encadrer le personnel scientifique (Assistants et Chefs de Travaux).
- d) La prédisposition des parents à soutenir le système d'enseignement supérieur malgré leur pauvreté ;
- e) La volonté commune de consentir des sacrifices pour faire venir des professeurs de l'étranger dans le but de maintenir la qualité, malgré le coût de l'opération;
- f) En réponse à la hausse de la demande sociale, il y a expansion et diversification des institutions et des filières de formation ;
- g) La volonté des institutions d'améliorer la qualité de la formation universitaire dans un contexte de turbulences et d'incertitudes.

1.2.2. Faiblesses

- a) Le manque de volonté politique d'encourager la recherche scientifique ;
- b) l'absence de tradition de recherche scientifique institutionnelle ;
- c) L'omission du poste budgétaire devant couvrir la recherche scientifique au sein de nos institutions ;
- d) L'insuffisance des ressources documentaires ;
- e) Le manque d'organisation viable dans la formation continue des enseignants ;
- f) Le manque d'harmonisation des frais honoraires de prestation des enseignants ;
- g) L'inadéquation criante entre les honoraires payés aux professeurs locaux par rapport aux professeurs venant de l'étranger ;
- h) Le poids du fonctionnement des institutions d'enseignement supérieur et Universitaire laissé aux seuls parents ;
- i) La création et la multiplication intempestives des Facultés et des institutions sans tenir compte de la capacité d'accueil et de la disponibilité des ressources humaines et financières.

Les principaux problèmes liés à l'environnement socio-économique qui affectent les établissements d'enseignement supérieur et universitaire au Kivu sont en résumés les suivants :

- l'absence de planification de la formation des formateurs;
- l'inadaptation de l'enseignement à la culture africaine ;
- la question de la culture pédagogique et de la fidélisation des professeurs ;
- la négligence de la recherche et d'une recherche orientée de plus en plus vers les besoins de la communauté ;
- l'absence de mécanismes de promotion des candidats plus forts mais incapables de payer les frais d'études. En réponse, il a été recommandé d'utiliser par exemple le système « travail-étude » ;
- l'absence de programmes communs et concertés avec mise en place des mécanismes de contrôle au niveau des institutions.
- La difficulté de communication et de mobilité du personnel académique et scientifique.
- La précarité des conditions de logement du personnel académique et scientifique et des étudiants.
- L'insuffisance des fonds documentaires pour les bibliothèques existantes et les difficultés d'accès à l'information scientifique à distance (Internet).

1.3.. STRATEGIES ET AXES PRIORITAIRES

Donner la primauté à la recherche scientifique en tant que support incontournable à l'enseignement et à la qualité de la formation ;

Concevoir des programmes de recherches scientifiques interdisciplinaires et favoriser la coopération inter institutionnelle au sein du C.I.U.B. ;
Coordonner la mobilité des ressources humaines entre les institutions ;
A travers une politique concertée de formation des formateurs et de gestion motivante de leur carrière, réaliser à moyen et à long terme l'autosuffisance en matière du personnel enseignant ;
Créer un poste de soutien à la recherche dans le budget de chaque institution ;
Doter les établissements d'enseignement supérieur et universitaire des ressources documentaires : outils Internet.
Harmoniser et relever les taux des honoraires de prestation des enseignants à travers nos institutions ;
Réduire sensiblement les écarts de taux des honoraires payés aux professeurs vacataires locaux et aux visiteurs étrangers.

Section II. THEME 2. BESOINS DE LA SOCIETE KIVUTIENNE : FORMATION ET DEVELOPEMENT

Modérateur : Professeur Martin BITIJULA Mahimba

Rapporteur : Assistant Nelson BYA'ENE Esongo

2.1. PRESENTATION SOMMAIRE DES COMMUNICATIONS

Suite aux perturbations intervenues dans la cérémonie d'ouverture, le thème 2 , initialement prévu à 11h45', a débuté à 12h25' sous la modération du Professeur Martin BITIJULA Mahimba, Directeur Général de l'ISDR/Bukavu.

De cinq communications de ce thème retenues par les organisateurs du Forum, quatre ont été développées, l'auteur de la cinquième, le Professeur Gérard RWAGASANA, de l'Université Nationale du Rwanda, ne s'étant pas présenté à Bukavu.

1. « QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LES ÉTUDES UNIVERSITAIRES ORGANISÉES AU KIVU D'ALTITUDE ET SUR LA PERTINENCE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ».

Professeur KASAY Katsuva

L'exposé s'est articulé autour de six points essentiels à savoir :

La localisation ;

Les études organisées ;

Les problèmes spécifiques aux hautes terres du Kivu ;

Les filières d'études supérieures organisées au Kivu ;

Les difficultés rencontrées.

La localisation.

L'Enseignement Supérieur et Universitaire s'est développé sur trois (3) pôles :

Bukavu , trois universités avec 2.630 étudiants.

Goma , deux Universités avec 1.900 étudiants

Butembo , deux Universités avec 1.080 étudiants

Les études organisées.

Les principales filières d'études sont : Les Sciences Agronomiques, les Sciences Vétérinaires, les Sciences Economiques, les Sciences Sociales, Administratives et Politiques, les Sciences Bio-Médicales, le Droit, les Sciences Biologiques et Géologiques, ...

Il ressort que les sciences économiques et de gestion, les sciences biomédicales, le droit, et les sciences sociales, administratives et politiques sont les plus sollicitées par la jeunesse. Les sciences agronomiques, vétérinaires et naturelles qui devraient mieux contribuer au développement de la région sont méprisées par les jeunes. Les lettres, les sciences de l'Education et les sciences religieuses intéressent une petite fraction de la jeunesse.

Les filières d'études supérieures organisées au Kivu.

Il existe 47 instituts supérieurs au Nord et au Sud – Kivu avec 14.150 étudiants. Les filières se présentent de la manière suivante : Pédagogie Appliquée (Bukavu, Goma, Butembo, Rutshuru, Oïcha, Walikale) ; Techniques médicales et Santé Publique (Bukavu, Goma, Butembo, Béni, Shabunda, Kanyabayonga) ; Droit, Informatique et Gestion, et tourisme (Goma), Audio – visuel (Bukavu), Arts et Métiers, Chimie appliquée (Butembo),

Commerce et Management (Goma, Beni, Uvira). Il faut privilégier l'intégration des modules d'enseignement.

Les difficultés rencontrées par les universités et instituts supérieurs du Kivu.

Neuf difficultés sont à relever :

Infrastructures et équipements élémentaires parfois dérisoires,
Isolement accru des milieux universitaires congolais et étrangers
Sources de financement modiques fondées essentiellement sur les contributions des parents ;
Difficultés d'organiser les filières d'études techniques et scientifiques trop coûteuses mais peu attrayantes pour la jeunesse ;
Environnement socio-économique et politique très incertain ;
Bibliothèques et laboratoires symboliques ou vétustes,
Personnel permanent très réduit ;
Des programmes des cours peu originaux ;
Des conditions de travail particulièrement difficiles pour le staff dirigeant et pour le personnel et la communauté universitaire.

Malgré cet état de choses et l'insouciance caractérisée des pouvoirs publics, les établissements d'enseignement supérieur et universitaire livrent encore sur le marché du travail des diplômés compétents grâce au respect strict des Institutions Académiques et à la politique de sélection en vigueur au pays depuis l'époque coloniale.

Il convient, pour terminer, de souligner que l'objectif de créer au Kivu des « Universités de Développement » n'a pas été atteint suite aux facteurs défavorables endogènes à notre environnement.

Pour que l'Université congolaise réponde aux attentes de la société et que celle-ci réponde aux siennes, il faut explorer trois pistes de solutions :

Sur le plan de la recherche, encourager la recherche visant à résoudre les problèmes urgents du pays ;

Sur le plan de l'enseignement, définir le type d'hommes à former qui devra être un véritable agent de développement ;

Sur le plan de l'intégration de l'université dans son environnement, insister sur la nature des rapports réciproques qui doivent exister entre les deux.

Modification du programme.

Après les repas et le repos, la Présidence du Forum a suspendu les travaux pour permettre aux participants d'aller assister à la messe de suffrage célébrée à la Cathédrale Notre Dame de la Paix en mémoire du Professeur Alphonse BYAMUNGU, assassiné à son domicile dans la nuit de samedi 20 juillet 2002. Les travaux du Forum ont été renvoyés à jeudi 25 juillet 2002 à 8h00.

DEUXIEME JOURNEE : Jeudi 25 juillet 2002

Les travaux ont repris à 8h00 sous la modération du Professeur Martin BITIJULA.

2.« L'INTEGRATION INSTITUTIONNELLE ET LA QUALITE DE LA FORMATION UNIVERSITAIRE».

Professeur NYAKABWA Mutabana et Monsieur NYABENDA wa Tabura

La communication part d'un constat amer : les universités et centres de recherche de Bukavu connaissent de sérieux problèmes de fonctionnement et souffrent de manque ou de

l'insuffisance d'infrastructures, d'équipements, de ressources humaines qualifiées et même de statuts juridiques sécurisants.

Face à toutes ces contraintes majeures, une intégration s'impose à trois niveaux :

Intégration universitaire.

L'édification d'une seule et grande Université à Bukavu est une nécessité et une exigence.

Les raisons qui militent pour cette intégration institutionnelle sont formulées en termes des constats et des propositions :

Constat 1 : insuffisance d'unités enseignantes et permanentes,

Proposition : mise en marche d'une politique commune de formation des formateurs : niveau DES et doctorat à Bukavu.

Constat 2 : insuffisance relative des bibliothèques et d'équipements didactiques.

Proposition :

Utilisation commune des équipements et de la documentation disponibles ;

Promotion d'une bibliothèque centrale et d'un laboratoire didactique universitaires.

Constat 3 : utilisation non concertée des ressources humaines enseignantes, base des fatigues, des pertes de temps et des retards dans l'exécution des programmes des cours et du gaspillage des moyens.

Proposition : utilisation commune et rationnelle du personnel enseignant qualifié prestant dans chaque université ; harmonisation des programmes des cours et regroupement des auditoriums.

Constat 4: contribution financière généralement inconstante et inconsistante des parents, seule source de rémunération du personnel.

Proposition : obtenir des promoteurs de l'UCB et de l'UEA une diversification des sources de financement pour un fonctionnement plus conséquent des institutions qu'ils ont créées.

Intégration entre les universités et les instituts d'enseignement supérieur.

Les universités offrent aux assistants et chefs de travaux des instituts supérieurs un cadre d'épanouissement et de promotion dans le monde scientifique.

Les instituts supérieurs offrent aux universités des salles des cours, des laboratoires, des équipements divers, la documentation et des compétences scientifiques pour des études de DES et de doctorat.

Des relations de collaboration devraient s'établir entre les options et les facultés similaires organisées respectivement par les deux catégories d'établissements.

Intégration entre les universités et les institutions de recherche scientifique.

Il faut normaliser les rapports entre elles par des conventions de coopération, par des équipes de recherche et de l'encadrement des chercheurs.

3. « L'INTEGRATION DE L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE : PROBLEMES ET PERSPECTIVES ».

Professeur Dr MUHIMUZI Mbe – Nkalebe,

La réflexion est menée sur deux axes : les problèmes et les perspectives.

Les problèmes.

Le caractère juvénile de l'enseignement universitaire au Kivu : l'enseignement universitaire se recherche encore ;

La rareté des professeurs permanents : chaque université se recroqueville encore sur elle-même avec un effet négatif sur la formation ;
L'absence d'intégration des infrastructures : accessibilité difficile des étudiants et chercheurs aux bibliothèques et aux laboratoires d'autres institutions.

Les perspectives.

Le CIUB doit être en mesure, pour l'intégration de l'enseignement universitaire, de dépasser le cadre de Bukavu pour s'étendre à tout le Kivu. Ainsi, il pourra promouvoir :
des enseignants ;
des contenus des cours harmonisés ;
des rencontres interprofessionnelles planifiées ;
des échanges inter - institutionnels sincères et promotionnels ;
une mise en commun des supports de la recherche ;
une mobilité structurée des membres des corps enseignants.

4. « AUTOPSIE DES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE A

BUKAVU, PROVINCE DU SUD-KIVU, EN R.D. CONGO ».
Chef de Travaux Basile KABAZIMYA Kabeziwa

L'exposé est centré sur six parties .

(i) Généralités.

Le Kivu connaît une explosion démographique rapide : près de 20 % des congolais habitent le Kivu qui représente 11 % du territoire national. La situation générale de l'Enseignement Supérieur et Universitaire est caractérisée par quelques éléments importants suivants :

des disparités entre l'immense potentiel démographique du Kivu et la faible fraction des jeunes scolarisés à tous les niveaux ;
une inflation des établissements de l'Enseignement Supérieur et Universitaire du Kivu contrastant avec les rares ressources de l'Etat et l'essoufflement potentiel précoce des bienfaiteurs locaux et des partenaires extérieurs ;
la précarité des conditions de travail
l'inexistence des rapports définis entre les institutions d'Enseignement Supérieur et Universitaire et les entreprises et communautés locales.

(ii) Les problèmes académiques.

Création des facultés, des sections et des options sans tenir compte ni de la demande sociale, ni des ressources humaines, ni des potentialités matérielles et financières pour la réalisation cohérente des enseignements théoriques et pratiques ;
Insuffisance du personnel académique et scientifique permanent : on retrouve les professeurs par ordre d'importance à l'ISP, à l'UCB, à l'ISDR et à l'UEA. Beaucoup d'entre eux sont doublement comptés ;
Non-encadrement des assistants par les professeurs ;
Vieillesse avancée du personnel enseignant et démotivation du corps académique ;
Insuffisance des projets de recherche dans les établissements.

(iii) Les problèmes de patrimoine et des infrastructures.

Peu d'Etablissements de l'ESU (soit 29 %.) dispose à Bukavu de patrimoines fonciers et immobiliers propres. La plupart fonctionnent dans des bâtiments de location ou ont négocié et obtenu auprès de l'Etat congolais une attribution des bâtiments publics. Aussi, s'ajoute (i) l'insuffisance et la précarité des conditions de logement des enseignants et des étudiants qui influent négativement sur la qualité de l'enseignement et (ii) l'inexistence d'espaces ludiques.

(iv) Les questions administratives et juridiques.

Les établissements de l'Enseignement Supérieur et Universitaire sont à 90 % pris en charge par les frais d'études payés par les étudiants. Leur budget varie en fonction des effectifs des étudiants par année académique. Le patrimoine des institutions de l'Enseignement Supérieur et Universitaire n'est pas protégé par l'Etat, d'où la spoliation des biens, meubles et immeubles par les tiers.

(v) Les problèmes de la coopération internationale.

Les priorités de la coopération ne sont pas définies avec la participation des bénéficiaires et les institutions ne sont pas suffisamment informées sur ses mécanismes. En conséquence, ces établissements de l'ESU n'obtiennent pas suffisamment de la coopération internationale le financement des investissements des infrastructures.

(vi) L'Enseignement Supérieur et Universitaire et la Société.

Les établissements de l'Enseignement Supérieur et Universitaire déversent chaque année leurs produits sur le marché de l'emploi. Les programmes de recherches orientées vers les besoins de la société sont très limités. Les quelques projets tentés se sont souvent soldés en des exercices académiques de démonstration et de pratiques professionnelles qui n'impliquent pas la population.

Après les travaux en plénière, des contributions ont été proposées en atelier.

« A PROPOS DE DERNIERES POLITIQUES DE REFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE AU CONGO : QUEL IMPACT SUR L'EXPANSION, LA QUALITE ET L'IDENTITE DE CET ENSEIGNEMENT ? ».

Chef de Travaux Denis MASUMBUKO Ngwasi

L'orateur a tenu à corriger l'intitulée de la contribution qui n'est pas « La crise de l'essaimage des institutions d'enseignement supérieur et universitaire en R.D. Congo : cas du Sud – Kivu ».

La contribution a été axée sur l'énumération sommaire des initiatives prises par les pouvoirs publics et des initiatives prises par les privés :

Dans les initiatives prises par les pouvoirs publics, nous trouvons :

Les établissements nés de l'extension d'anciens établissements : cinq au Nord – Kivu , un au Sud – Kivu , trois au Maniema ;

Les établissements nés de la politisation d'essaimage : quatorze au Nord – Kivu , sept au Sud – Kivu et sept au Maniema ;

Les établissements nés ou ouverts en temps de guerre : quatre au Nord – Kivu , un au Sud – Kivu et aucun au Maniema.

Dans les initiatives privées à caractère non-confessionnel, l'orateur a dénombré trois institutions créés à temps normal au Nord – Kivu et deux au Sud – Kivu et un au Maniema.

Concluant sur cette question, l'orateur a mis en relief quatre crises :

Une crise du mouvement expansionniste qui a engendré un accroissement des établissements de l'Enseignement Supérieur et Universitaire ;

Une crise d'idée, même de l'université et du standard de l'université ;

Crise d'identité de l'université dans l'espace kivotien : sa place, son rôle ;

Crise de partenariat et de la coopération universitaire, peu démarquée des établissements qu'elle juge privilégiés.

En réponse, il propose de mettre au point une typologie en fonction de la qualité des établissements à partir des critères objectifs et éliminer de la compétition ceux qui ne les remplissent pas.

« CONDITIONS DE FORMATION FACE AUX BESOINS DE LA SOCIÉTÉ DANS LE DOMAINE MÉDICAL AU SUD-KIVU ».

Chef de Travaux Oscar BAHARANYI Bya-Dunia

La contribution comprend trois points focaux : situation sanitaire des populations, conditions de formation des infirmiers et auxiliaires de la santé, et considérations et propositions.

Situation sanitaire des populations.

Concernant les soins de santé primaires et promotion de la santé, le constat général est que la politique des soins de santé primaires n'a pas atteint ses objectifs. Il y a dégénérescence sur le plan sanitaire et nutritionnel.

Concernant l'accès aux soins, on remarque les cas des malades « évadés », des cas d'abandon des enfants et des malades. La question des indigents se pose avec beaucoup d'acuité.

Concernant la santé reproductive, le couple mère – enfant est affecté par la malnutrition et prédispose la mère à la mort précoce et l'enfant à un développement anormal.

En effet, la malnutrition est devenue le fléau central et les zones de santé rurales sont abandonnées.

Conditions de formation des infirmiers et auxiliaires de la santé.

Les programmes d'enseignement sont vieux de depuis les années de l'indépendance et ne tiennent pas du tout compte des évolutions scientifiques et technologiques. Il y a manque d'enseignants qualifiés permanents, dignes d'assurer la formation et l'encadrement. A l'ISTM/Bukavu, il n'y a aucun professeur ; il y a seulement 3 CT nommés, des assistants et même des CPP qui donnent cours. En outre, les conditions de travail et de vie ne sont pas réunies.

Propositions.

Réviser les programmes des cours ;

Reconsidérer l'organisation des stages en renforçant l'encadrement et en mettant au point un système clair d'évaluation objective des stages et de la pratique professionnelle ;

Engager des enseignants qualifiés et compétents ;

Former continuellement les enseignants en service ;

Améliorer et moderniser les méthodes d'enseignements ;

Équiper les bibliothèques et les laboratoires ;

Raviver la recherche

« L'EXPERIENCE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE AU FILLET MAILLANT AU LAC KIVU : UNE CONTRIBUTION A LA SECURITE ALIMENTAIRE DES POPULATIONS RIVERAINES DU SECTEUR CONGOLAIS DU LAC KIVU ».

Professeur Boniface KANINGINI Mwenyimali

Problèmes

Les populations du Kivu montagneux sont confrontées, depuis quatre décennies, à des graves problèmes alimentaires caractérisés par l'insuffisance des protéines dans la ration alimentaire.

Solutions

Deux projets de développement de la Pêche : Biologie et Pêche (1987 – 1992) et Développement de la pêche au filet maillant (1995 – 2000) ont été initiés pour répondre à cette préoccupation.

Objectifs de ces projets :

Contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel des populations riveraines du lac Kivu en rendant disponibles le poisson ;
Améliorer les conditions de vie des pêcheurs individuels du lac Kivu par l'augmentation de leur production et leur revenu ;
Récueillir les données scientifiques pour bien surveiller et maintenir le stock piscicole.

Résultats

Le crédit filet a été accordé à 200 pêcheurs : ces 200 filets permettent la capture quotidienne déclarée d'environ 1.000 Kg de poisson desservis dans les villages riverains ;
Les 200 filets occupent une main d'œuvre d'environ 600 personnes ;
Le revenu moyen d'un propriétaire du filet maillant est de 162 \$ US
Les femmes marchandes des poissons ont trouvé une activité lucrative.

« DES PROGRAMMES DESUETS, POUR QUELS COMPETENCES ET DEBOUCHES PROFESSIONNELS ? L'EXEMPLE DU DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE DES ISP ». Professeur KASAY Katsuva

Sa contribution a été orientée vers les programmes de cours au Département de Géographie à l'ISP où il a relevé des défauts insupportables :
Les cours à caractère vraiment scientifique ont un volume – horaire de moins de 60 heures ;
Des nombreuses disciplines connexes font défaut ;
Certains cours portent des intitulés imprécis et confus ;
La composante psycho - pédagogique occupe une place importante dans le programme ;
Négligence des pré-requis qui permettent une meilleure assimilation ;
Le cours de méthode de recherche en géographie a un volume horaire modique de 15heures ;
Les cours d'informatique et d'anglais sont ignorés ;
Les stagiaires sont souvent incapables d'expliquer et d'interpréter certains faits naturels atmosphériques et autres.

2.2. EVALUATION

Après audition des contributions en atelier, les participants ont inventorié les besoins de la société kivutienne. Les différents rapports d'ateliers ont été rediscutés dans une séance plénière.
L'identification des besoins de la société répondait aux soucis d'évaluer l'adéquation entre l'enseignement et les nécessités sociales, économiques, ...

Les besoins sont présentés ici sous forme des problèmes :

2.2.1. En termes de développement : 21 problèmes :

Malnutrition et insécurité alimentaire,
Insuffisance de soins de santé,
Insuffisance d'emploi,
Précarité de l'habitat,
Dégradation totale de l'environnement,
Destruction du tissu économique,
Vétusté et délabrement des infrastructures de communication,

Carence en fournitures énergétiques,
 Faible ou pauvre pouvoir d'achat,
 Forte pression démographique et carence en terres dans le Kivu montagneux,
 Violation des droits humains,
 Crise du système éducatif et de valeurs,
 Mauvaise gouvernance et incapacité de gestion,
 Cataclysme et menaces d'ordre naturel (volcan, érosion, glissement de terre, ...)
 Rapport tendu et conflictuel entre communautés,
 Ignorance et exploitation insuffisante des ressources naturelles,
 Diminution dramatique de la production agro-pastorale,
 Ignorance de l'environnement hydrobiologique et sous exploitation de ces ressources,
 Absence d'aménagement des espaces et des équipements urbains et ruraux,
 Dégradation des sites touristiques, ignorance ou exploitation insuffisante de potentialités,
 Mise en valeur insuffisante des éléments culturels de base

2.2.2. En termes de formation au niveau de l'ESU.

Nous avons analysé les caractéristiques générales de la formation :

Le Kivu a besoin d'un cursus universitaire varié comprenant :

Le cursus cours, qui est un cadre à profil local : former l'homme de terrain

Le cursus long : pour former des hommes capables de faire face aux besoins de portée régionale et nationale

Le cursus avancé : pour former des cadres, des concepteurs, des chercheurs, des professeurs d'université, des cadres. C'est un cadre de formation permanente.

Le cursus périodique et spécialisé :

Caractéristiques pour les universités

Filières	Cursus	Connexion aux besoins (21 problèmes)	Services rendus à la société
Agronomie	Ir	N° 1, 10, 17,	Fermes, plantations,
Vétérinaire	Mv	N° 1, 10, 17	encadrement des paysans,
Économie et Gestion	L	N° 3, 4, 6, 9, 13, 14, 15, 16, 18, 20,	industrie alimentaire
			Contribution, finances,
			hôtellerie, agences de voyage,
Médecine humaine	Dr	N° 2,	agences de courtage,
SSAP	L	N° 13, 15, 21	commerce, hôtellerie,
Informatique de Gestion	L, Ir	N° 13, 15,	agences de voyage, habitat et
Sciences religieuse	L	N° 13, 15, 21	travaux publics
Droit	L	N° 11, 12, 13, 21	Formations sanitaires
Sciences naturelles	L	N° 5, 8, 10, 14, 16, 18, 19, 20	Gestion administrative
Sciences de l'éducation	L		Gestion des entreprises
		N° 12, 21	Ethique, morale et paix
- Lettres	L	N° 21	Justice, droits humains,
			Parcs nationaux, tourisme,
			électricité, mécanique,
			électronique
			Multimédias, gestion,
			communication,
			enseignement secondaire,
			communication,
			Enseignement, communication

Ir = Ingénieurs, Mv = Médecin vétérinaire, L = Licence, Dr = Médecine humaine, SSAP= sciences sociales administrative et politique

Caractéristiques pour les Instituts Supérieurs.

Filières	Cours	Connexion aux besoins (21 problèmes)	Services rendus à la société
Pédagogie appliquée	L	N° 12, 21	Enseignement secondaire
Commerce et Management	L	N° 3,4,6,9,13,14,15,16,18,20	Contribution, Finances
Bâtiment & TP	Ir A1	0	Habitat et travaux publics
Techniques médicales	L, A1	N° 4,5,7,14,19	Formations sanitaires
Chimie appliquée	G	N° 2, 8,16,17,18	Savonneries, Labo, industrie alimentaire
Tourisme	-		
Agriculture, Élevage, foresterie	A1	N° 5,6,7,16,20	Hôtellerie, agences de voyage
	G	N° 1, 10, 17,	Fermes, plantations, encadrement des paysans
Arts & Métiers	-	N° 6,7,19	-
Techniques appliquées	A1	N° 5,7,8,14,16	Electricité, mécanique,
Informatique de Gestion	G	N° 13, 15,	électronique
Conservation de la nature	G	N° 5,6,7,16,20	Multimédias, gestion, communication
Audio – visuel	G	N° 7, 12,	Parcs nationaux, tourisme
Banques et assurances	G	N° 6, 9, 13,	Communication,
- Transport & douane		N° 5,6,7,16,20	Gestion financière
			Hôtellerie, agences de voyage, agences de courtage, commerce

2.2.3. Réactions des participants en plénière.

Les points 2 et 10 d'inventaires de besoins de la société ont retenu l'attention des participants.

Le point 2 est formulé comme suit : « Insuffisance des soins de santé ».

Les participants ont formulé les vœux d'inclure le terme « inaccessibilité » de soins de santé dans ces besoins. Ce qui a été adopté. Ainsi, le point 2 se présente comme suit : « Inaccessibilité et insuffisance des soins de santé ».

Le point 10 : « forte pression démographique et carence des terres dans le Kivu montagneux.

Les participants ont ajouté l'expression : « mauvaise utilisation » des terres. Ainsi, ce besoin est formulé comme suit : « forte pression démographique, carence et mauvaise utilisation des terres dans le Kivu montagneux ».

Un participant a souhaité qu'on parle plutôt de : « explosion démographique » que de : « forte pression démographique ». Après débat, il a été convenu que l'expression : « forte pression démographique » exprimait mieux le besoin de la société du Kivu montagneux.

2.2.4. Les filières de formation organisées et leurs connexions aux besoins de la société kivutienne.

Un participant a déploré le fait que l'option : « nutrition et diététique de l'ISTM n'attire plus les étudiants car les finalistes de cette option chôment. Il existe donc des filières qui

répondent aux besoins de la société, mais les gestionnaires des institutions de l'ESU ne collaborent pas avec les décideurs des milieux publics et privés.

A ce sujet, il a été souligné que les filières de formation n'ont pas de connexions avec les besoins de la société.

2.3. STRATEGIES ET AXES PRIORITAIRES

Des recommandations ont été formulées par rapport :

- 1°) Aux mécanismes à mettre sur pied par les établissements de l'ESU pour optimiser l'utilisation des ressources humaines et matérielles en vue de réaliser l'adéquation entre les filières de formation et les services rendus à la société;
- 2°) A l'implication de l'Etat par l'octroi des subventions aux établissements supérieurs et universitaires, quel que soit leur nature juridique, publique ou privée.

En résumé, le thème 2 a porté sur les besoins de la société kivuïtine : formation et développement. La première communication a soulevé des problèmes spécifiques des hautes terres du Kivu en rapport avec les vocations régionales, à savoir :

- insuffisance des voies de communication et de télécommunication ;
- insuffisance et cherté des sources d'énergies ;
- forte croissance démographique incontrôlée ;
- pénurie de terres arables et dégradation des techniques culturales archaïques ;
- absence d'industrie devant transformer la production locale ;
- inexploitation du potentiel touristique, forestier et halieutique ;
- dégradation avancée de l'environnement ;
- développement anarchique des agglomérations et prédominance d'un habitat pauvre et insalubre ;
- abandon de travaux de recherches géologiques et minières et fermeture de toutes les sociétés minières ;
- poids de la tradition qui bloque l'initiative privée ;
- faible encadrement social, administratif, politique, sanitaire, scolaire, économique, ...
- permanence des fléaux : cataclysmes, maladies, insécurité, guerres civiles, indigences, pillages, génocides,
- injustice sociale devant la loi et tracasseries administratives et policière;
- manque de pâturages et accès difficile aux produits vétérinaires ;
- vie chère .

Aussi, les établissements de l'ESU sont confrontés à d'énormes problèmes :

- d'infrastructures et d'équipements élémentaires et précaires ;
- d'isolement accru en matière de coopération universitaire internationale ;
- de la modicité des sources de financement limitée à la participation des parents ;
- d'incertitude de l'environnement socio-économique et politique ;
- des programmes de cours inadaptés.

Des questions d'intégration institutionnelle inter universitaire ont posé la problématique des synergies que les universités et les Instituts supérieurs doivent déployer pour améliorer la qualité de la formation universitaire. En synergie autour du CIUB, ces établissements de l'ESU peuvent développer des coopérations universitaires locales et internationales pour mobiliser les moyens de l'Etat et des agences d'aide au développement afin de répondre aux problèmes cruciaux et conjoncturels de l'ESU.

En mobilisant plus de moyens de l'Etat et de la Coopération, les établissements de l'ESU pourront développer des programmes de recherches orientés aux services de la société. La synergie d'action des établissements de l'ESU devra prendre en compte les enjeux

financiers et économiques des acteurs et des promoteurs de ces institutions et qui ont des « micro - idéologies différentes ».

Section III. THEME 3 : INSERTION DES FILIERES DE L'ESU DANS LA SOCIETE KIVUTIENNE.

Modérateur : Professeur NYAKABWA MUTABANA

Rapporteur : Chef de Travaux Erick KASUKU

PRESENTATION SOMMAIRE DES COMMUNICATIONS

1. « COOPERATION UNIVERSITAIRE ET QUALITE DE LA FORMATION AU KIVU » Professeur Séverin MUGANGU MATABARO

A travers cette communication, l'auteur a commencé par définir brièvement « la qualité de l'enseignement » et « la coopération universitaire ». Il a ensuite commenté en peu de mots la situation de la coopération universitaire en RDC de manière générale avant d'analyser les différents aspects de la coopération universitaire au Kivu. L'orateur a démontré que la qualité de l'enseignement universitaire est fonction non seulement de la consistance des programmes, de l'importance et de la qualité de support à la formation (bibliothèque, centre de distribution, syllabus, outil informatique), du profil et des conditions matérielles des formateurs, mais aussi de l'ouverture de l'université sur le monde à travers la mobilité des enseignants : « formation des formateurs, mission d'enseignement, bourse d'excellence, ...), les recherches concertées, l'organisation des colloques scientifiques, ...

Il a estimé qu'il est pertinent d'articuler l'ensemble de ces facteurs internes et externes pour optimiser la qualité de l'enseignement universitaire. Avant de terminer, il a examiné le lien entre la coopération universitaire et la qualité de l'enseignement au Kivu au départ d'une triple expérience :

Les antennes de développement rural

Le CERUKI à l'ISP/Bukavu.

Le projet FIUC à l'UCB

Il a conclu sa communication par un accent particulier lancé sur la coopération universitaire et la qualité de l'enseignement en tant que facteur de l'émergence d'une identité citoyenne et d'une culture humaniste au Kivu.

2. « REALISME, AGENCEMENT DES COMPOSANTES DE PROGRAMMES, une voie obligée dans la logique d'une formation universitaire équilibrée au Kivu. Regard sur la formation en Anglais ».

Professeur KAMBALE Muhyana Baha

Le Professeur KAMBALE a commencé son exposé par montrer qu'il ne doit pas y avoir de désaccord entre les besoins de la société et ceux de l'environnement physique et le programme en vigueur dans les institutions de formation, d'autant plus que l'université est appelée à être au service de la société - cible.

Sa communication a mis une emphase particulière sur le cours d'anglais dans les programmes en vigueur dans quelques institutions de Bukavu en rapport avec trois paramètres:

L'anglais dans les institutions - cibles, présuppositions pour l'enquête (CUB, ISDR, ISP, UCB, UEA);

L'anglais dans les départements et facultés non-anglophones ;

La formation en anglais dans le département d'anglais de l'ISP

Parlant de l'anglais et après avoir montré qu'il y avait un grand déséquilibre dans le programme et surtout lorsqu'il fallait faire des rapprochements par rapport à l'enseignement de français, le communicateur a stigmatisé le fait que l'Université du Kivu (bien que circonscrite dans un ensemble plus vaste, la R.D. Congo) ne doit pas paraître comme faisant un vide autour d'elle, c'est-à-dire s'isoler du reste du monde. Il a isolé en disant que les efforts de tout le monde doivent être conjugués pour que l'enseignement d'anglais puisse être renforcé d'autant plus qu'il trouve sa justification dans le souci de doter les congolais d'un instrument utile pour son ouverture au monde extérieur car à l'heure actuelle, l'anglais comme l'ordinateur, est un instrument incontournable de travail et de désenclavement scientifique (recherche documentaire, rencontres internationales, communications, commerce, ...)

Il serait très irresponsable de vouloir s'en passer ou de le mépriser. Comme une bonne connaissance de cette langue est requise pour toute personne qui voudrait contourner beaucoup d'obstacles liées à son utilisation, et s'agissant de son université, elle ne doit que prendre toutes les dispositions utiles afin d'outiller ses futurs diplômés pour qu'ils deviennent « car natives » et qu'il soit inséré de manière saine dans un monde où la langue anglaise est comme un partenaire dont on ne saurait se passer.

Il a fini sa communication par proposer quelques suggestions pouvant aider au renforcement de l'enseignement d'anglais au sein des enseignements du Kivu.

3. « EDUCATION A L'EXPLOITATION DURABLE DES RESSOURCES PISCICOLES ET A LA BIODIVERSITE AU LAC KIVU. UNE EXPERIENCE DE TRANSFERT DE SAVOIR AUX COMMUNAUTES DE PECHEURS AU LAC KIVU ».

Professeur Boniface KANINGINI MWENYIMALI

Après une brève introduction, l'orateur a centré son bref exposé sur trois points :
l'approche méthodologique,
les résultats enregistrés,
une petite conclusion.

Le Professeur KANINGINI a commencé par donner l'utilité de la valorisation du savoir traditionnel des communautés paysannes avant d'aborder l'évolution classique de la pêche. Il a fait en même temps nombreux constats par rapport à cette question sur le lac Kivu (implantation du *limnothrissa miodon* en 1954, lancement de la pêche en 1978, pêche des larves en 1984, augmentation non contrôlée des effectifs des pêcheurs et absence d'une administration gestionnaire).

Une fois l'approche méthodologique précisée, le communicateur a présenté en peu de mots les résultats auxquels il est arrivé dans cette étude (24 sessions de formation : 357 pêcheurs, 56 comités villageois des pêcheurs constitués, mise en place de COPEFIMA pour défendre les intérêts des pêcheurs sur le lac Kivu, sensibilisation des populations riveraines et organisation d'un système de surveillance des mailles par les pêcheurs eux-mêmes et implication des autorités politico - administratives pour faire appliquer les décisions des assemblées des pêcheurs) .

L'orateur a terminé sa communication sur un espoir fondé sur le constat que notre milieu regorge d'activités qui exigent le regard des universitaires afin de leur revalorisation et pour plus d'efficacité.

4. « L'IMPACT DE LA FORMATION THEOLOGIQUE UNIVERSITAIRE SUR LA SOCIETE KIVUTIENNE : EXPERIENCE DES FACULTES DE THEOLOGIE DE L'UEA ET DE L'ULPGL/GOMA. ».

Assistant Adrien MUTABESHA Bahizire

L'auteur a orienté sa communication sur trois principales articulations :
Note de présentation de la Faculté de Théologique, les institutions cibles qui l'organise,
Les facultés de théologie au Kivu et leur impact
Quel avenir pour ces facultés de théologie de l'UEA et de l'ULPGL et pour la société kivutienne : perspectives et suggestions.

Dans le développement du thème l'auteur a expliqué longuement que la formation théologique universitaire est une forêt touffue au Kivu et que cette faculté requiert une science qui est en « herbe » et qui a du mal à s'affirmer face aux autres formations universitaires de la place.

L'Eglise que cette formation prétend desservir ne fait pas preuve de sa maturité ni de sa paternité en faveur de ses ouailles. Les maux sociaux sont devenus les maux de cette institution – symbole de sainteté. L'Eglise : guerres interminables, effervescence, recrudescence et escalade des conflits, paupérisation des masses, essaimage des églises issues du protestantisme, ...

L'auteur s'attarde sur le fait que l'impact de la formation théologique universitaire au Kivu est indiscutable voire hypothétique et que cette situation est même corollaire à son programme (moins de 20 % constitue la partie du programme attribuée aux cours connexes) et à sa nature de chercher à ne servir que l'Eglise et qu'elle exige une révision de la base idéologique, de la gestion quotidienne, des programmes en vue de l'amélioration de la qualité de la formation garantie aux étudiants pour un leader conscient et consciencieux. Cela permettrait :
de s'investir dans la recherche du progrès social et le développement intégral de l'homme du Kivu,
de former en tenant compte de la dynamique, présente au Kivu et de la nécessité d'intégrer les besoins réels dans la formation théologique,
de former en répondant à la question quelle théologie ? Pour quelle église ? Pour quelle société ?

Il a terminé sa communication par présenter quelques pistes qui peuvent permettre une bonne intégration sociale des enseignements de théologie.

5. « FACTEURS DU CHOIX D'OPTION A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PEDAGOGIQUE ».

Chef de Travaux Dr MUKE Zihisire

L'orateur a articulé sa communication sur 7 points (problématique, hypothèse et variable de l'étude, les objectifs du travail, l'état de la question, la méthodologie, les principaux résultats de l'investigation, conclusion et recommandations).

Il a expliqué que c'est à l'accession des pays africains à la souveraineté nationale et internationale qu'une progression spectaculaire de la scolarisation a eu lieu dans ces pays et en RDC pour répondre à la demande sociale étant donné que l'on croyait que l'éducation allait résoudre les problèmes de développement.

Par la suite, nombreux problèmes dans le cadre de l'enseignement ont continué à se poser et étaient dus essentiellement au fait que ces pays n'avaient pas secrété eux-mêmes leurs systèmes éducatifs. En RDC, les guerres civiles qui ont suivi l'indépendance et actuellement les guerres de libération ont eu des effets de déstructuration sur tous les plans.

Dans pareil cas, il est difficile de parler de politique d'éducation qui est remplacée souvent par des mesures irréflechies, hâtives et brutales, souvent non appliquées et engendrant dans la population que confusion et désespoir.

Il a continué en affirmant que les cycles d'orientation créés en RDC à l'époque ont été pratiquement inopérants, dysfonctionnels, utopiques mêmes et ensuite supprimés.

Cette situation n'était pas de nature à préparer les élèves à opérer un choix judicieux de la section d'études à suivre au niveau de l'enseignement secondaire.

De même les finalistes du secondaire qui ont l'intention de continuer leurs études à l'Enseignement Supérieur et Universitaire s'affrontent également à d'énormes difficultés dans le choix de l'option d'études. Ces problèmes deviennent d'autant plus graves du fait qu'il n'existe pas au niveau de l'enseignement national secondaire une organisation officielle qui puisse les aider à s'orienter après l'obtention du diplôme de l'Etat.

Le Dr MUKE a dit ensuite qu'au bout de ses enquêtes, il est ressorti que le choix de ces jeunes est alors guidé et influencé hasardeusement par la formation reçue antérieurement, l'influence des frères, amis et enseignants des élèves au secondaire ; le sexe, l'aspiration professionnelle et les frais académiques. L'orateur a terminé sa communication par quelques suggestions et recommandations pour une bonne qualité de la formation à l'Enseignement Supérieur et Universitaire.

Trois communications ont été proposées en atelier suivies d'un débat autour des questions précises proposées par le bureau du Forum.

« INSERTION DES FILIERES ET DES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE DANS LA SOCIETE KIVUTIENNE, CAS DE L'UNIVERSITE CATHOLIQUE DE BUKAVU, EXPERIENCE DE LA FACULTE D'ECONOMIE A L'UCB »
Professeur Augustin MUTABAZI.

La mission d'orienter vers l'économie rurale à l'UCB a été justifiée par trois grandes raisons :

L'économie rurale assimile les candidats aux TDR produits à l'ISDR – Bukavu (raison subjective).

Absence d'originalité de cette option par rapport aux étudiants.

Absence d'encadreurs spécialisés dans cette filiale dans la région.

Par rapport aux possibilités d'embauche, le taux de chômage s'amplifie d'année en année pour les candidats de cette filière. Cela aggrave encore le problème réel d'insertion dans la filière.

« LA POLYVALENCE DE FAIT DES PRODUITS ISPARQUES SUR LE MARCHE DE L'EMPLOI : LEÇONS POUR UNE PLUS GRANDE INTEGRATION DES FILIERES DE L'ISP DANS LA SOCIETE ».

Chef de Travaux Jean Claude MAKOMO Makita

L'auteur a réfléchi sur le profil dont il faut prémunir les produits de l'ISP pour répondre aux vrais besoins de la société face aux nouveaux défis du moment.

L'auteur a permis de répondre à la question de savoir s'il faut continuer à former cet enseignant toujours de la même manière fixiste pour une société en perpétuelle mutation alors que le marché demande aujourd'hui beaucoup de possibilité et de compétences : informatique, anglais, ...

L'ISP doit promouvoir des types de formation en extension débouchant sur des diplômes de capacitarat pouvant permettre de remettre toujours à niveau ces candidats.

«LES BIBLIOTHEQUES UNIVERSITAIRES DE BUKAVU ET L'OPPORTUNITE D'UNE BIBLIOTHEQUE CENTRALE INTERUNIVERSITAIRE A BUKAVU »

Monsieur Georges LUFUNGULO Mundeke, Bibliothécaire de 1^{ère} Classe

Une université sans bibliothèque est comme une armée sans munitions. L'Etat des lieux par rapport à la question à Bukavu soulève beaucoup d'inquiétudes :

Fonds de bibliothèque : sont très faibles partout et le taux de fréquentation des bibliothèques très faibles aussi.

Mode d'acquisition : surtout des dons.

Personnel : Sans formation en cours d'emploi sauf quelques petites rares exceptions.

Infrastructures et équipements : de fortune et rudimentaires.

Dans la conjoncture actuelle, la seule manière de résoudre le problème est la mise en place d'une bibliothèque centrale dans la région.

3.2. EVALUATION ET STRATEGIES D'ACTION

3.2.1. A propos des filières de formation

Il faut évaluer quelles filières sont porteuses d'espoir pour déclencher un développement durable au Kivu.

Constat : toutes les filières sont porteuses d'espoir, c'est la réalisation de certaines d'entre elles qui pose problèmes de la part des étudiants de la Gestion des ressources humaines et financières, ...

Recommandations :

- inventorer toutes les ressources humaines locales et les compléter par celles pouvant venir d'ailleurs

(actions en synergie de collaboration avec les organismes internationaux comme CUD, CIUF, ACCT, AUPELF, ...);

- chercher des appuis spécifique pour ces filières qui attirent peu les jeunes gens, mais qui sont porteuses d'espoir (ex. : géologie, SPA, économie rurale, ...);

- création d'un département d'agrégation, d'enseignement en général, pour le secondaire.

- définir les critères de qualité de formation, de viabilité des programmes (cursus d'études à suivre) et d'un ensemble de services à la société.

- améliorer les conditions de travail en tant que critères de formation : supports pédagogiques (bibliothèque, laboratoire, ...); infrastructures de base (locaux et autres); conditions de vie des enseignants; niveau de base des étudiants; qualité des dirigeants et des enseignants; accepter les révisions des programmes en fonction de l'évolution de la science tout en veillant au caractère de stabilité.

3.2. 2. A propos de la professionnalisation

Recommandation : *redéfinir la politique éducative nationale en intégrant la participation de l'étudiant (réduction de la charge horaire pour les cours magistraux et renforcement de la pratique et de la recherche personnelle de l'étudiant).*

3.2.3. Concernant les services rendus par l'Université à la société

L'Université doit à ce sujet :

disponibiliser des universitaires qui puissent s'adonner aux projets de recherche-action par rapport à la société et à ses besoins (une recherche-action à travers laquelle l'université pourra continuer à avoir un impact sur la vie de la société) ;
étudier en profondeur les problèmes de la société en vue d'y apporter des solutions.
développer les synergies de collaboration institutionnelle concrète (recherches multidisciplinaires) et
de coopération internationale pour y parvenir

Au niveau local

réglementer la mobilité des enseignants (par CIUB) et la collaboration entre institutions universitaires. Contacts spécifiques et accords cadres de collaboration entre les institutions membres du CIUB. Pour y parvenir, le CIUB doit se consolider en tant que structure fédérative et devient l'affaire de tous (mettre en place un cadre normatif et organique approprié) ;
promouvoir des couloirs scientifiques pour permettre de faire venir des professeurs d'ailleurs (voir OCHA) ;
promouvoir aussi des études de recherche concertées et menées en parfaite collaboration entre institutions universitaires et centres de recherche ;
développer des cadres communs de recherche genre Ceruki. Voir et revoir les statuts du Ceruki pour en faire un organe du CIUB pour faire le marketing des programmes de recherche pour toute la région ;
mettre en place des grandes bibliothèques, des laboratoires, des laboratoires d'informatique, ... à gérer de manière commune ;
mettre en place des accords-cadres pour rendre accessibles tous les laboratoires existant au sein des institutions universitaires locales ;
collaborer dans la mise en place des programmes inter universitaires d'enseignement (3^{ème} cycle).

Au niveau régional & international

formaliser et institutionnaliser toutes les coopérations avec le Nord en évitant toute personnalisation ;
orienter la coopération internationale vers la consolidation de nos institutions à travers la formation des formateurs (doctorat à organiser localement et appui à des programmes inter universitaires locaux de 3^{ème} cycle en vue d'accroître les capacités du personnel enseignant local) ;
définir une politique commune de coopération au niveau de la région (Grands Lacs).
Visiter les institutions comme le CIUF, le VLIR, le centre de coordination de la CIUF .

En résumé, le troisième thème a porté sur l'insertion des filières de l'ESU dans la société kivutienne. Analysant ce volet, le forum a insisté sur le fait que la qualité de l'enseignement supérieur et universitaire est non seulement fonction des programmes viables, de l'importance et de la qualité des supports didactiques et de la formation, mais aussi de l'ouverture de l'université ou des instituts supérieurs au monde, aux recherches concertées à l'organisation des colloques et des forums d'échanges, etc. Cela passe par la coopération universitaire.

Une expérience du bénéfice généré par les résultats de recherche universitaire au profit des communautés des pêcheurs riverains du lac Kivu a illustré cette perspective. De tels programmes de recherches devraient être imités dans d'autres disciplines et permettraient aux étudiants d'être mieux insérés dans le milieu.

Section IV. THEME 4. LE COUPLE RECHERCHE – FORMATION DANS UNE INSTITUTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE

4.1. PRESENTATION SOMMAIRE DES COMMUNICATIONS

Dans l'après-midi de jeudi 25 juillet 2002, les participants au forum kivutien sur la qualité de la formation à l'ESU au Kivu ont écouté, en plénière, quatre communications en rapport avec le 4^{ème} thème relatif au couple recherche-formation dans une institution de l'ESU. Il convient de noter que la programmation de départ avait prévu trois communications pour ce thème, mais les organisateurs du forum ont estimé enrichir nos réflexions par les communications du représentant de la Commission Permanente des Etudes (CPE)

L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE LA FORMATION A L'ISP A TRAVERS DEUX PROJETS DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE SUR LE LAC KIVU

Professeur Boniface KANINGINI Mwenyimali

Deux projets de recherche-action (projet Biologie et pêche : 1987-1992, et projet de développement de la pêche au filet maillant au lac Kivu 1995-2000) sur la biologie et l'exploitation rationnelle de *Limnotrissa Miodon* « sambaza » ont été réalisés sous la tutelle administrative de l'ISP/Ceruki.

Les résultats obtenus sur la biologie et l'écologie de ce poisson ainsi que sur le zooplancton sont intégrés dans les cours dispensés aux étudiants du département de biologie de l'ISP dans le cadre de l'UER d'hydrobiologie appliquée mise en place par le Professeur Kaningini.

C'est dans ce contexte que 52 étudiants (24 de graduat et 28 de licence) ont élaboré leurs travaux de fin de cycle dont 3 les poursuivent au niveau doctoral. D'autre part, le matériel biologique récolté pendant les campagnes d'échantillonnage est exploité aux cours des T.P.

Deux difficultés majeures ont été soulevées :

la présence à la tête de l'Institution des autorités académiques sans vision de l'avenir de l'enseignement ;

l'environnement socio-professionnel de crises qui fait que certains collègues voient mal le projet et la démotivation de la jeunesse qui ne recherche que facilités.

ACCOMPAGNER LES RECHERCHES UNIVERSITAIRES PLUS ANCREES DANS LA SOCIETE : QUELLES NOUVELLES STRATEGIES ARRETER ? LE CAS DU CERUKI

Chef de Travaux Jean-Claude MAKOMO

L'orateur a axé son exposé autour de deux questions centrales :

la place stratégique du Ceruki au Kivu et au CIUB comme un cadre idéal des productions scientifiques pluridisciplinaires ;

quelles recherches mène-t-on au Ceruki et pour quel public. L'orateur en arrive à la conclusion que les productions scientifiques du Ceruki se heurtent à un problème de consommation par la société kivutienne. Il propose que le Ceruki oriente des stratégies vers une recherche-action mieux ancrée dans sa société.

L'EXPERIENCE DU CRSN DANS LE COUPLE RECHERCHE - FONCTION AU SUD-KIVU (RDC)

Dr BALUKU BAJOPE

L'expérience du CRSN dans le couple recherche - formation se situe au niveau de l'encadrement scientifique des membres de l'ESU grâce à sa grande bibliothèque et son département de Nutrition :

étudiants mémorants ;

étudiants stagiaires ;

étudiants lecteurs ;
professeurs lecteurs ;
visiteurs.

La fréquentation de la bibliothèque est plus importante pour les étudiants (94 %), entre 6 % pour les professeurs lecteurs.

Le CRSN pourrait encore mieux contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, n'eut été :

la vétusté des infrastructures (labo, équipements) ;

l'insécurité et le pillage ;

le manque des moyens financiers (frais de fonctionnement, salaires, communications, bourses, ...)

LES ETUDES DE LANGUES ET LITTERATURES AFRICAINES AU KIVU

Professeur BOKULA Moisso

L'orateur a plaidé pour l'ouverture d'une filière d'étude des langues et littératures africaines en se fondant sur certains exposés antérieurs et surtout sur le fait que pareilles études ne sont pas encore organisées au Kivu. Il en envisage même une formation de 3^{ème} cycle par un programme spécial de remise à niveau pendant deux ans pour les finalistes de l'ISP.

L'atelier sur le couple « recherche-formation » a d'abord été enrichi par deux contributions sur les trois prévues. En effet, la contribution sur « *les ADR : un atout pour l'enseignement et le renforcement de l'enseignement technique en développement rural* » n'a pas eu lieu.

« LA DÉSUÉTUDE DE LA RECHERCHE AU SUD-KIVU COMME FREIN À UN ENSEIGNEMENT DE QUALITÉ », par le Professeur RURIHO Kibambasi.

L'auteur a insisté sur les stratégies d'amélioration de la recherche pour la rendre plus productive, notamment :

création des centres de recherche au sein des institutions avec un personnel permanent ;

budgetisation des centres de recherches ;

informatisation du système de gestion des bibliothèques, en actualiser le fond documentaire et y affecter un personnel qualifié ;

collaboration des centres de recherche avec les institutions publiques et les organismes privés pour promouvoir l'entrepreneuriat ;

conception des programmes de recherche incluant le personnel scientifique et les étudiants sous la direction des professeurs attirés.

« LA SITUATION DE LA RECHERCHE ET DE L'ENSEIGNEMENT DANS UN DÉVELOPPEMENT DURABLE AU SUD-KIVU : CAS DE LA VILLE DE BUKAVU », par le Chef de Travaux KATUNGA, ISDR/BUKAVU. L'orateur a, après avoir relevé les différents centres de recherche, leurs productions au regard des ressources potentielles, conclu que la recherche est abandonnée essentiellement faute de moyens.

4.2. EVALUATION ET STRATEGIES D'ACTION

Les axes prioritaires de recherche pour améliorer la qualité de l'enseignement en rapport avec les filières organisées et les services à rendre à la Société.

4.2.1. Les filières organisées :

Les Sciences commerciales, économiques et financières
Médecine
Droit
Sciences agronomiques
Sciences sociales et étude du développement
Pédagogie appliquée
Lettres et philosophie
Théologie
Informatique et Gestion
Sciences naturelles
Techniques médicales
Hôtellerie et tourisme
Médecine vétérinaire.

4.2.2. Les besoins de la Société

La pacification
La sécurité alimentaire
L'amélioration des structures de production, de transformation et de commercialisation des productions agricoles et animales ;
L'amélioration de l'environnement
La formation des enseignants
La formation des cadres capables pour une administration responsable à tous les niveaux ;
Modification des programmes des soins de santé primaire

4.2.3. Les filières à organiser

Bibliothéconomie et archivéconomie ;
Polytechnique ;
Communication et multimédia ;
Gestion et résolution des conflits ;

4.2.4. Les axes prioritaires de recherche :

En sciences naturelles : - Recherches sur les aménagements des écosystèmes aquatiques et terrestres.

En médecine : - Recherche sur la santé de la reproduction et le planning familial ;
protection de la femme enceinte et du nouveau-né ;
infections sexuellement transmissibles et sida ;
la mortalité infantile ;
les maladies parasitaires humaines, animales et végétales ;
les zoonoses
recherche sur la pharmacopée.

En Sciences agronomiques : - Recherche sur l'amélioration agro-pastorale.

En Sciences sociales : - Recherche sur la résolution des conflits et la bonne gouvernance.

En Sciences socio-économiques : - Recherche sur les mécanismes de lutte contre la pauvreté.

En Sciences de l'éducation : - Recherche sur le système éducatif.

En Sciences appliquées : - Recherche sur la mise au point de nouvelles technologies.

En théologie : - Recherche sur les sectes.

4.2.5. Les pré-requis de formation universitaire pour ces axes de recherche :

Professeurs et chercheurs attirés et compétents.

Technologies à mettre à la portée des institutions et des chercheurs

Connexion Internet ;

Equipement informatique de recherche : ordinateurs avec accessoires, vidéo projecteurs, retro-projecteurs, appareils photo digital, photocopieuses, projections diapositives, caméras, scanner, offset, ... ;

Laboratoires : analyses bio-médicales, bromatologie, hydro-biologie, toxicologie, bio-chimie, labo des langues, labo de séismologie, laboratoire des techniques appliquées, labo de pédologie ;

Moyens de transport : véhicules, embarcations motorisées, motos, ...

Equipement de terrain.

4.2.6. Les synergies à développer pour une formation de qualité :

Collaboration entre différents centres de recherche par des échanges des informations, de l'organisation des programmes communs de recherche, ...

Valorisation des résultats de recherche par la Société ;

Création des réseaux disciplinaires entre professeurs et chercheurs ;

4.2.7. Les programmes conséquents d'études pour mieux rendre des services à la Société :

Renforcer et harmoniser le contenu des T.P. et Stages en fonction des filières ;

Exiger le respect des qualifications et normes académiques reprises pour l'encadrement des T.P., stages et travaux scientifiques ;

Exiger des gestionnaires des institutions d'être intègres, qualifiés et capables d'initiatives de recherche et de développement ;

Obliger les Professeurs à encadrer et promouvoir les Chefs de Travaux et Assistants pour la relève académique à travers les UER ;

Ne pas engager des assistants au-delà de 29 ans.

Les modèles qui peuvent inspirer le CIUB (CIUF/CUD, VLIR, ...)

A travers le CAPS (Centre d'Appui à la pédagogie des Sciences de base).

4.3. QUELQUES RECOMMANDATIONS OPERATIONNELLES

1° Vu le taux élevé de chômage des diplômés de nos universités, ces dernières devraient dispenser, dans toutes les filières, une formation professionnalisante permettant soit de s'insérer sur le marché du travail, soit en association avec d'autres, d'entreprendre des activités génératrices de revenus.

2° Pour faire face à des problèmes communs de façon complémentaire, les universités et institutions supérieures de l'espace CIUB devraient mettre en place un cadre formel de coopération mutuellement valorisante devant s'étendre à la Région des Grands Lacs. C'est dans ce cadre que les ressources et compétences y existantes doivent être mobilisées autour des questions majeures tel que la formation des formateurs. La coopération « verticale », c'est-à-dire Nord-Sud, devrait appuyer la coopération « horizontale », c'est-à-dire Sud-Sud.

3° Face aux problèmes majeurs et multiformes qui accablent nos populations, les universités et institutions supérieures de l'espace CIUB devraient sortir de leur « ghetto » académique et s'impliquer totalement et de façon multiforme (recherche-action, service communautaire), dans l'amélioration des conditions de vie en coopération avec les populations concernées.

4° Vu le caractère obsolète de beaucoup de programmes de formation en vigueur par rapport aux besoins de la formation voulue aujourd'hui, il importe de tenir, au niveau national, un atelier sur la réforme de programmes des cours.

5° L'importance de l'anglaise et de l'informatique s'impose, pour préparer les jeunes Congolais à leur avenir dans lequel ces deux instruments seront toujours les portes d'entrée au travail, demandons à l'Etat d'introduire l'enseignement de l'Anglais et l'initiation à l'informatique depuis l'école primaire.

6° Etant donné la quasi-absence de la femme dans la profession enseignante à l'Université et dans la recherche, proposons des actions tournées vers la promotion de la femme dans la carrière d'enseignant d'Université.

En résumé, le quatrième thème a été centré sur le couple recherche - formation dans les institutions de l'ESU. Une amélioration de la qualité de la formation à l'ESU passe par des recherches, surtout des recherches - actions orientées vers le service à la société. Les recherches à mener devraient davantage être centrées sur les aspirations socio-économiques et les valeurs humaines et culturelles. Le forum a relevé à partir de l'exemple des fréquentations de la grande bibliothèque du CRSN/Lwiro que les enseignants ne lisent pas ! De même, la mévente des publications du CERUKI est révélatrice de peu d'intérêt que la société accorde à la lecture.

Chapitre II. SYNTHÈSE DES TRAVAUX, RESOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS

Section I. SYNTHÈSE GÉNÉRALE

Concernant le thème 1 relatif à l'environnement socio-économique et qualité de la formation, le forum a dégagé des problèmes particuliers à l'ESU :

les mouvements des étudiants et leurs conséquences sur le système d'enseignement supérieur et universitaire ;
le chômage des diplômés universitaires en raison de l'inadéquation entre la formation à l'ESU et les offres d'emploi de plus en plus exigeants qualitativement et quantitativement ;
l'abandon de la recherche et les conséquences des réformes sur l'enseignement supérieur et universitaire.

Aussi, l'université africaine est confrontée à trois défis, à savoir :

l'explosion démographique avec la jeunesse de la population africaine. Tout le monde veut scolariser ses enfants jusqu'au plus haut niveau ;
une évolution technologique et scientifique toujours rapide et complexe au niveau mondial exigeant des adaptations régulières et rapides ;
le droit à l'éducation pour tous et l'accroissement rapide des demandes et des effectifs à l'ESU ;
le poids de la tradition liée aux relations coloniales entre les Africains et leurs anciens patrons ;
la culture pédagogique chez les professeurs confrontée à la massification des effectifs qui ne tiennent pas compte des antécédents scolaires diversifiés ;
les professeurs sont trop sollicités et sacrifient la recherche scientifique.

Face à ces défis :

l'université africaine doit identifier son rôle dans la société ; elle doit quitter sa tour d'ivoire pour devenir un agent de développement. A cet effet, l'université doit développer des programmes visant une formation efficace, adaptée, utile pour l'individu et pour la société ;
l'université doit parvenir à fidéliser les professeurs dans le sens de l'enracinement culturel autour des valeurs humaines.

Aussi, face à la politique d'essaimage, l'université doit faire des efforts pour ne pas devenir des boutiques de l'ignorance. A cet effet, elle doit recourir à l'expertise des Professeurs attitrés. L'inflation des établissements de l'ESU affecte les traditions universitaires. La plupart de ces établissements issus de l'essaimage fonctionnent difficilement, sont sous-équipés et sans infrastructures. En conséquence, l'action pédagogique est sérieusement hypothéquée par le fameux problème de la « motivation ». Les perspectives et les critères de qualité de formation doivent lutter contre la déchéance mentale.

Dans les préoccupations des ateliers, les contributions ont soulevé :

la concurrence et la confrontation permanentes entre l'Etat et les privés dans l'évolution du système d'enseignement supérieur ;
l'impact négatif de l'environnement sur les services d'un projet d'université à la société ;
la question du chômage des universitaires et qui a interpellé les participants sur les produits finis de l'ESU. Une certaine convergence de l'opinion a été favorable à la production d'universitaires créateurs d'emplois.

En synthèse, les principaux problèmes soulevés en rapport avec l'environnement socio-économique ont porté sur les points suivants :
la formation des formateurs enseignants ;

l'adaptation de l'enseignement à la culture africaine ;
la primauté de la culture pédagogique avec la fidélisation des professeurs ;
la primauté à la recherche et une recherche orientée vers les besoins de la communauté ;
envisager des mécanismes de promotion des candidats plus forts mais incapables de payer les frais d'études.

Recommandation: utiliser par exemple le système « travail-étude » ; nécessité des programmes communs et concertés avec mise en place des mécanismes de contrôle au niveau des institutions

Le thème 2 a porté sur les besoins de la société kivutienne : formation et développement. La première communication a soulevé des problèmes spécifiques des hautes terres du Kivu en rapport avec les vocations régionales, à savoir :

une insuffisance des voies de communication et de télécommunication ;

insuffisance et cherté des sources d'énergies ;

forte croissance démographique incontrôlée ;

pénurie de terres arables et leur dégradation des techniques culturelles archaïques ;

absence d'industrie de transformation de la production locale ;

inexploitation du potentiel touristique, forestier et halieutique ;

dégradation avancée de l'environnement ;

développement anarchique des agglomérations et prédominance de bidonville ;

abandon de travaux de recherches géologiques et minières et fermeture de toutes les sociétés minières ;

poids de la tradition qui bloque l'initiative privée ;

faible encadrement social, administratif, politique, sanitaire, scolaire, économique, ...

permanence des fléaux : cataclysmes, maladies, insécurité, guerres civiles, pillages, génocides, ...

injustice sociale devant la loi et tracasseries administratives ;

manque de pâturages et accès difficile aux produits vétérinaires ;

cherté de la vie.

Aussi, les établissements de l'ESU sont-ils confrontés à d'énormes problèmes :

d'infrastructures et d'équipements élémentaires ;

d'isolement accru en matière de coopération universitaire internationale ;

de la modicité des sources de financement limitée à la participation des parents ;

d'incertitude de l'environnement socio-économique et politique ;

l'inadaptation des programmes.

Des questions d'intégration institutionnelle inter universitaire ont soulevé la problématique des synergies que les universités et les Instituts supérieurs doivent déployer pour améliorer la qualité de la formation universitaire. En synergie autour du CIUB, ces établissements de l'ESU peuvent développer des coopérations universitaires locales et internationales pour mobiliser les moyens de l'Etat et des agences d'aide au développement afin de répondre aux criants problèmes :

de formation de formateurs au niveau de 3^{ème} cycle (DES, maîtrise, doctorat) et faire ainsi face à l'expertise des professeurs en nombre de plus en plus réduit;

de documentation et d'accès à l'information scientifique ;

d'insuffisance en infrastructures et d'équipement ;

de laboratoires et des bibliothèques ;

de centres d'application ;

de mobilité structurée des membres du corps enseignant ;

d'échanges inter universitaires.

En mobilisant plus de moyens de l'Etat et de la Coopération, les établissements de l'ESU pourront développer des programmes de recherches orientés aux services de la société. La synergie d'action des établissements de l'ESU devra prendre en compte les enjeux

financiers et économiques des acteurs et des promoteurs de ces institutions ayant des « micro - idéologies différentes ».

Section II. RESOLUTIONS

Après avoir rappelé les grandes thématiques, les participants au Forum ont pris les résolutions ci-après :

1. Que le CIUB instaure dans les plus brefs délais, un cadre de concertation qui permet ou même contraint les enseignants d'un même cours à se rencontrer une fois les 3 mois pour échanger d'expériences sur leur action éducative. Ceci a l'avantage d'intégrer des contenus.
2. Que le Professeur considère l'étudiant, non comme une table rase, mais comme un voyageur qui sait où il va mais ignore le chemin, et donc qu'il doit accompagner tout au long d'un chemin plein d'embûches.
3. Obligation au Professeur de retourner à la bibliothèque et au laboratoire pour l'amélioration de la qualité de ses prestations ;
4. Obligation aux institutions de valoriser les compétences locales et de stabiliser les professeurs et chercheurs.
5. Obligation aux institutions de prévoir dans leurs budgets un financement des programmes minima de recherche, laboratoires et bibliothèques.
6. Obligation de lutter contre toute forme de « micro-idéologie » dans la recherche scientifique et l'enseignement.
7. Obligation d'apprécier le personnel académique et les gestionnaires sur la base des initiatives innovatrices et rentables pour la recherche et le développement durable de la Société.
8. Obligation de créer des réseaux de collaboration entre différents centres de recherche et entre centres de recherche et utilisateurs sociaux.

Section III. RECOMMANDATIONS

Convaincus qu'il n'y a pas d'ESU sans recherches, les participants recommandent de :

stimuler la recherche pour améliorer la qualité de l'enseignement par les institutions d'enseignement universitaire et de recherche ;
concevoir des programmes de recherche incluant Chefs de Travaux, Assistants et étudiants sous la direction par les Professeurs attirés ;
veiller à l'informatisation du système de gestion des bibliothèques par les institutions d'enseignement universitaire et de recherche ;
inciter et encourager les initiatives de recherche et les rendre bénéfiques aux institutions ;
créer une bibliothèque et des laboratoires inter universitaires avec jumelage aux institutions du Nord-Kivu et Maniema ;
redynamiser les centres de recherche existants et favoriser leur intégration entre eux et entre eux et les universités ;
institutionnaliser la collaboration entre les institutions de recherche et les utilisateurs des résultats (utilisateurs sociaux, administration, ...)
connecter les filières de formation organisées dans les institutions supérieures et universitaires réellement aux besoins de la société kivutienne ;
s'inspirer de besoins de la société pour tout nouveau projet de création d'un établissement ou d'une filière ;
tenir compte des conditions minimales et réglementaires de viabilité et de qualité pour tout projet de création d'un établissement ou d'une filière: infrastructures et outils pédagogiques ;
corps enseignant ; programme national.
créer des services d'autofinancement pour suppléer à l'insuffisance des ressources financières ;
renforcer l'éducation aux droits humains, à la paix et à l'épanouissement culturel.
subventionner les établissements d'enseignement supérieur et universitaire publics et privés par l'Etat pour permettre leur fonctionnement normal.

Offrir, au niveau des promoteurs des universités privées et agréées, des garanties minimales en termes de finances pour assurer le fonctionnement normal de ces établissements ;

Initier des micro - projets afin de permettre aux établissements de l'ESU de rendre des services à la société.

Chapitre III. MECANISMES DE SUIVI DES RESULTATS

Section I. EVALUATION DE LA SITUATION DES INSTITUTIONS MEMBRES DU CIUB

(personnel enseignant, bibliothèques, laboratoires et centres d'application, administration,

patrimoine, équipement, logistique, logement, programme de recherche, service à la collectivité, etc)

Le Forum Universitaire Kivutien sur la qualité de la formation à l'enseignement supérieur et universitaire a dégagé un ensemble d'éléments descriptifs du contexte dans lequel se déploient les institutions membres du CIUB. En effet, de 1971 à 2001, les effectifs des étudiants sont passés de 1215 à 6900 ; mais entre temps, les infrastructures et les équipements sont déficients. Aussi, le nombre des professeurs est très insuffisant (33 seulement) par rapport aux besoins et à l'encadrement efficace du personnel scientifique (205 assistants et 100 chefs de travaux). Faute de bourses d'études, beaucoup de vieux Chefs de Travaux n'ont pas pu poursuivre les études de troisième cycle pour accéder à la carrière académique. Le forum a permis de constater également qu'il y a très peu de programmes de recherche et de service à la communauté. Les bibliothèques font défaut et celles qui existent souffrent de l'insuffisance des fonds documentaires. Les quelques laboratoires en place fonctionnent très difficilement faute d'équipement et des réactifs. A ceci s'ajoutent l'insuffisance des infrastructures matérielles et scientifiques, la massification des effectifs, l'absence de matériels didactiques modernes au service de l'enseignement, les difficultés d'accès à l'information scientifique, faute d'outil Internet. Il a été constaté également la nécessité de poursuivre le développement de la culture citoyenne dans le cadre du mandat politique du CIUB qui veut faire de l'école, un outil de culture de la paix et de respect des valeurs humaines. Le forum a relevé la déconnexion qui existe entre la formation universitaire et les aspirations socio-économiques des populations. A l'occasion, les universités ont suggéré de développer des synergies et des programmes de recherche-action inter - universitaires et interdisciplinaires autour des besoins de la société.

Les institutions d'enseignement supérieur et universitaire au Kivu vivent de la seule contribution des parents, car l'Etat a cessé de les subsidier. A Bukavu, les institutions membres du CIUB mobilisent ainsi annuellement une contribution des parents (budget d'environ 1.400.000,00 \$ US) constitués des frais académiques et qu'elles peuvent hypothéquer au titre de la participation locale. Il faut souligner que la contribution des parents reste insignifiante par rapport au poids de fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur et pour faire face aux exigences de la formation et de la recherche.

A cet effet, une évaluation des besoins pratiques prioritaires du CIUB et ses institutions membres méritent d'être réalisée avant de procéder à une planification opérationnelle.

Section II. PLANIFICATION OPERATIONNELLE DES ACTIVITES DU CIUB

Pour une meilleure contribution des institutions membres à l'amélioration de la qualité de la formation à l'enseignement supérieur et universitaire, le CIUB a besoin du soutien international à travers des projets de Coopération et des liens de partenariat privilégiés et durables.

Concrètement, pour que l'action de cette coopération ait un impact immédiat sur l'enseignement, la recherche, les services à la communauté, le développement démocratique et la promotion des pratiques citoyennes, l'environnement et le développement durable au Kivu, le CIUB doit définir des domaines prioritaires. Il s'agit des actions à mener avec les institutions membres (objectifs, activités, modalités de gestion des ressources, participation locale au projet, responsabilités, capacité à réaliser l'action, impact de l'action sur la société) à travers une planification opérationnelle.

A cet effet, un accompagnement dans une planification stratégique permettra de circonscrire les activités à réaliser en commun sous la supervision du CIUB, à optimiser les ressources pour plus d'impact et un apprentissage d'une cogestion des problèmes dans un environnement régional.

Dans cette perspective, le renforcement de la structure fédérative CIUB en tant qu'acteur ou interlocuteur des institutions membres en matière de coopération universitaire apparaît comme un premier besoin. Il faudra asseoir l'administration du CIUB pour une plus grande visibilité, avec accès à l'information, capable de la diffuser auprès des universités et instituts supérieurs qui en ont besoin, efficace en terme des compétences, de qualification pour la conception des projets et aider les universités à améliorer leur gestion. Le CIUB doit être un creuset de réflexion sur l'université au Kivu en terme de rationalisation des besoins et des moyens.

A court et moyen terme, le forum a dégagé un fort déficit d'enseignants. Pour augmenter les capacités des institutions locales à promouvoir les candidats au doctorat, le CIUB devra élaborer des projets et négocier des fonds pour la recherche locale et des programmes de recherche interdisciplinaire et inter universitaire, le perfectionnement scientifique, la mobilité doctorale. En même temps, le CIUB doit monter des programmes incluant des missions d'enseignants et la formation des formateurs en termes de stage, de troisième cycle (DES, Maîtrise, Doctorat) organisé localement ou à l'étranger.

A moyen et long terme, l'accès à l'information scientifique implique la construction et l'équipement d'une bibliothèque inter universitaire doté de site Internet. Les investissements doivent être concentrés sur les infrastructures universitaires : les laboratoires de sciences de base, les Facultés, les cités universitaires avec les Homes des étudiants et le logement des enseignants, les espaces communs de loisir .

ANNEXES

I. LISTE DES PARTICIPANTS

N°	Prénom + nom + postnom	Institution ou organisation	Téléphone
	CENTRE UNIVERSITAIRE EXTENSION DE GOMA		
01	C.T. Masumbuko Ngwasi	C. U.E.de Goma	08557115
	CENTRE UNIVERSITAIRE EXTENSION DE KINDU		
02	Professeur Manga, Recteur C.U.Kindu	C.U. Kindu, C/° UN-OCHA/Kindu	
	CENTRE DE RECHERCHE EN SCIENCES NATURELLES DE LWIRO		
03	Dr Baluku Bajope	CRSN/Lwiro	08485060
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE BUKAVU		
04	Mr Nyabyenda Tebura	CUB unikis-cub@hotmail.com	08539430
05	Professeur Kasayi Katsuva	CUB	08413275
06	Professeur Nyakabwa Mutabana	CUB dsnyakabwam@hotmail.com	08534741
	EED/Allemagne		
07	Madame Christiane Kayser	EED/Allemagne	
	FACULTES UNIVERSITAIRES NOTRE DAME DE LA PAIX de NAMUR/BELGIQUE		
08	Professeur Marcel Rémon FUNDP/Namur, représentant de la CUD/Belgique	FUNDP-Namur, Belgique Marcel.remon@fundp.ac.be	
	HERITIERS DE LA JUSTICE		
09	Armel Luhiriri	Héritiers de la Justice	
	INSTITUT SUPERIEUR DE DEVELOPPEMENT RURAL DE BUKAVU		
10	Assistant Wasso Mukelenge	ISDR Bukavu	08406460
11	C.T. Eric Kasuku	ISDR/Bukavu	08533094
12	C.T. Bosco Muchukiwa	ISDR/Bukavu	08479105
13	Dr Katunga Musale	ISDR/Bukavu	
14	Professeur Martin Bitijula	ISDR/Bukavu	08525110
	INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES COMMERCIALES ET FINANCIERES		
15	Révérénd Pasteur Mukeba Shambuyi,	ISECOF/Bukavu	08408068
	INSTITUT SUPERIEUR PEDAGOGIQUE DE BUKAVU		
16	C.T. Kabazimya Kabeziwa	ISP/Bukavu	08597689
17	C.T. Makomo Makita	CERUKI-ISP/Bukavu	08593015
18	C.T. Mathilde Mulemaza Chinake	ISP/Bukavu	
19	Dr Muke Zihisire	ISP/Bukavu et UEA	
20	Professeur Barnabé Mulyumba wa Mamba	ISP/Bukavu	08536629
21	Professeur Boniface Kaningini Mwenyimali	UERHA-ISP/Bukavu	08414735
22	Professeur Kambale Muhyana Baha	ISP/Bukavu	
23	Professeur Lubala Kasi	ISP	
24	Professeur Muhimuzi Mbe-Nkalebe	ISP	

25	Professeur Murhega Mashanda	ISP/bukavu	08513418
	INSTITUT SUPERIEUR DES TECHNIQUES MEDICALES DE BUKAVU		
26	C.T. Oscar Baharanyi Bya -Dunia	ISTM/Bkv oscarbabybd@yahoo.fr	08417107
27	Sulubika Kibondo Délégué des Etudiants de l'ISTM	ISTM ferdinandsumbuko@yahoo.fr	08525731
28	Georges Lufungulo Mundeke	ISTM tstbukavu@yahoo.fr	08422877
	DEPARTEMENT DE L'EDUCATION NATIONALE du RCD/GOMA		
29	Professeur Bibombe Mwamba, Dpt Ed Nat /RCD à Goma	RCD/Goma Bibombebona@hotmail.com	08622359
	UNIVERSITE CATHOLIQUE DE BUKAVU		
30	Bunvinkane Zunguluka, Délégué des Etudiants de l'UCB	UCB Sayozunguluka@yahoo.fr	08451624
31	C.T. Sebakunzi Ntibibuka	Université Catholique de Bukavu	08597131
32	Chabwine	Université Catholique de Bukavu	
33	Maître Thomas Lwango	UCB Lwangothomas@yahoo.fr	08522080
34	Professeur Augustin Bashwira Sanvura	UCB&CRSN Bashwira@yahoo.fr	08520941
35	Professeur Mutabazi	UCB Mutangabo@yahoo.fr	08516439
36	Professeur Séverin Mugangu	UCB, Fcaulté de Droit Sco_ucb@yahoo.fr	08521904
37	Professeur Walangululu Masamba Jean	UCB<Walangululu@yahoo.fr>	08562133
	UNIVERSITE EVANGELIQUE EN AFRIQUE		
38	Assistant Bya'ene	UEA <nbyaene@yahoo.fr>	08619755
39	Assistant Mutabesha Bahizire	UEA <Mutadrien@yahoo.fr>	08596517
40	Itongwa Kitungano, Délégué des Etudiants de l'UEA	UEA	08435013
41	Professeur Kaishusha Mbonyi	UEA<doreemedia@hotmail.com >	08427674
	UNIVERSITÉ LIBRE DES PAYS DE GRANDS LACS	ULPGL Sng@yihembako@yhoo.fr	
42	Professeur Kabuto, S.G.Ac./ULPGL	Sgac-LPGL@yahoo.fr	08519972
	UNIVERSITE ADVENTISTE DE LUKANGA		
43	Assistant Katembo/Universté Adventiste Lukanga à Butembo	UNADEL psreachi@inmarsat.franceteleco m.fr	
	UNIVERSITÉ DU CEPROMAD/INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION DES AFFAIRES		
44	Patrice Ngombwa UNIC/ISGEA	UNIC/ISGEA Pngombwa@yahoo.fr	08530663 08564509
45	Professeur Ruriho Kibambasi	Unic/ISGEA/Goma	08534657
	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA R.D. CONGO COMMISSION PARMANENTE DES ETUDES		
46	Professeur Bokula Moiso	UniKis C. P. E.	

	UNIVERSITE NATIONALE DU BURUNDI		
47	Professeur Herménégide Rwantabagu	Université Nationale du Burundi Hermerwanta@hotmail.com	257.22890 4

II. DOCUMENT D'ORIENTATION (*Doc .00/FUK/CIUB/02, 24-26 juillet 2002*)

Le Secrétariat du Forum avait préparé et mis à la disposition de l'équipe pédagogique et des participants des documents de travail ; il s'agit des documents suivants :

Présentation du CIUB : Doc .01/FUK/CIUB/02

Présentation du forum : Doc.02/FUK/CIUB/02

Calendrier des travaux : Doc.03/FUK/CIUB/02

Contributions aux ateliers : Doc.04/FUK/CIUB/02

Directives concernant la nature des ateliers et le contenu : Doc.05/FUK/CIUB/02.

L'organisation et la gestion administrative du forum : Doc.06/FUK/CIUB/02.

Règlement d'ordre intérieur : Doc.07/FUK/CIUB/02

Résumés des communications : Doc.08/FUK/CIUB/02

Allocution du Président du C.I.U.B. : Doc.09/FUK/CIUB/02

Discours d'ouverture du Chef de Département de l'Education Nationale du RCD
Doc.10/FUK/CIUB/02

III. PRESENTATION DU CIUB

1. CONTEXTE ET CREATION

Le C.I.U.B. est une initiative qui répond aux questions d'ordre géopolitique et stratégique qui concernent la situation de la ville de Bukavu et de l'Est de la République Démocratique du Congo. En effet, la ville de Bukavu, bien qu'au cœur d'une région à démographie galopante, est restée longtemps coupée des universités de Kinshasa, de Kisangani et de Lubumbashi, principaux grands centres universitaires du pays. Par ailleurs, elle a peu hérité d'investissements publics au niveau des infrastructures universitaires. Enfin, les infrastructures de certains établissements (ISP et UEA) ont été endommagées par les deux guerres (1996 et 1998) suite à l'occupation militaire et 'autres ont connu des détériorations. Malgré cela, les Etablissements d'enseignement supérieur et universitaire du Kivu et de Bukavu, en particulier, fournissent aujourd'hui à tous les pays de Grands Lacs et d'Afrique de l'Est des cadres formés dans des domaines spécifiques (Mathématique, Physique, Chimie, Géographie, Biologie, Agronomie, Médecine, Economie, Droit, Sociologie, Sciences politiques et Administratives, Théologie, Anglais, Français, Histoire, Planification, Développement Rural, Sciences infirmières).

Pour répondre à cette situation, les institutions d'enseignement supérieur et universitaire de Bukavu ont mis en place, en avril 1998, un organisme de coopération universitaire dénommé « Conseil Inter universitaire de Bukavu ». La première activité initiée par cette structure en juin 1998 a été un atelier de planification des interventions par objectif sur la relance de l'enseignement supérieur et universitaire en République Démocratique du Congo. Cet atelier était organisé en préparation à la table ronde avortée de l'enseignement supérieur et universitaire initiée par le Ministère de l'Education Nationale de la R.D. Congo avec l'appui de l'Ambassade de Belgique à Kinshasa. A partir de cet atelier, la mission du CIUB a été définie et a porté sur certains domaines prioritaires .

2. QU'EST-CE QUE LE CIUB ?

Le C.I.U.B. est un organisme de coopération universitaire de six institutions (publiques et privées) d'Enseignement Supérieur et Universitaire du pool de Bukavu en République Démocratique du Congo. Le C.I.U.B. existe formellement depuis juin 1998.

Il s'agit de :

Centre Universitaire de Bukavu (C.U.B.),
Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu (I.S.D.R./Bukavu),
Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu (ISP/Bukavu) ,
Institut Supérieur des Techniques Médicales de Bukavu (I.S.T.M./Bukavu),
Université Catholique de Bukavu (U.C.B.)
Université Evangélique en Afrique (U.E.A.).

3. MISSION

La finalité du Conseil Interuniversitaire de Bukavu est de canaliser toutes les activités de coopération interuniversitaire des institutions membres en vue de concourir à une meilleure contribution de l'enseignement supérieur et universitaire à la reconstruction nationale de la R.D. Congo, notamment en mettant sur le marché de l'emploi des produits bien formés, revalorisés et compétitifs.

Le CIUB vise à renforcer les capacités de travail en synergie des institutions membres afin de mieux réaliser les projets et les programmes d'action d'amélioration des conditions générales de vie et de travail des populations cibles et de la société en général.

4. ORGANES

L'organisme CIUB est doté d'une Assemblée Générale , d'un Conseil d'Administration et d'un Secrétariat Exécutif.

Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est l'organe d'orientation de la coopération universitaire selon les besoins exprimés par les institutions membres du CIUB. Elle est composée des institutions de l'enseignement supérieur et universitaire reprises au point 1. 2.

Conseil d'Administration est l'organe de décision du CIUB. Il traduit en activités concrètes les résolutions et les recommandations de l'Assemblée Générale. Il est composé de:

Président : Professeur Barnabé Mulyumba wa Mamba, Directeur Général de l'ISP/Bukavu

Vice-Président : Professeur Augustin Bashwira Sanvura, Vice-Recteur de l'U.C.B.

Secrétaire : Professeur Kaishusha, Secrétaire Général Académique de l'U.E.A.

Membres :

Professeur Nyakabwa Mutabana, Recteur du Centre Universitaire de Bukavu

Professeur Martin Bitijula Mahimba, Directeur Général de l'ISDR/Bukavu

Chef de Travaux Justin Shabani Malekezi, Directeur Général de l'ISTM/Bukavu

Secrétariat Exécutif

Le Secrétariat Exécutif est l'organe d'exécution et de gestion quotidienne des activités du CIUB. Il est actuellement sous la responsabilité de Monsieur le Chef de Travaux Maître Basile Kabazimya Kabeziwa.

5. DOMAINES PRIORITAIRES D'INTERVENTION

Les domaines prioritaires d'intervention du C.I.U.B. portent sur les axes suivants :

la formation des formateurs,

l'équipement d'une grande bibliothèque inter universitaire

l'équipement des laboratoires de sciences de base

la recherche scientifique interdisciplinaire

les missions d'enseignement

l'équipement et la logistique

la prise en charge du Secrétariat Exécutif.

A ces priorités est venue s'ajouter la dynamique de résolution des conflits, de réhabilitation de la paix en R.D. Congo et la relance du développement démocratique vers la mise en place d'un Etat de droit. De même le CIUB entend apporter un soutien à la recherche locale

et à la production des outils stratégiques de travail, à la réforme de l'éducation avec un accent sur les besoins concrets de la société.

Ces choix rencontrent les préoccupations de cet atelier PIPO (Planification des Interventions Par Objectif). Il répond également aux questions d'ordre politique et stratégique. qui concernent la situation de la ville de Bukavu à l'Est de la République Démocratique du Congo.

6. BUREAU DU CIUB

Le Bureau du CIUB est établi à l'ISP/Bukavu, Province du Sud Kivu, en République Démocratique du Congo.

7. COORDONNEES D'INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE MEMBRES DU CIUB

7.1. Centre Universitaire de Bukavu (C.U.B.) :

Recteur : Professeur Nyakabwa Mutabana

Facultés organisées :

Faculté de Sciences Sociales (Sciences Politiques et Administratives , Sociologie) : cycles de graduat et de licence

Faculté de Droit : cycles de graduat et de licence

Faculté de Médecine : cycle de graduat

Faculté de Sciences (Biologie, Géologie) : cycles de graduat et de licence

7.2. Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu (I.S.D.R./Bukavu),

- Directeur Général : Professeur Martin Bitijula Mahimba

Sections:

Développement rural , option Planification et option organisation sociale : cycles de graduat et de licence

Centre de Recherche :

- Centre de Recherche pour la promotion rurale (CERPRU)

7.3. Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu (ISP/Bukavu)

- Directeur Général : Professeur Barnabé Mulyumba wa Mamba

Sections organisées :

Lettres et Sciences humaines (options : Anglais, Français, Histoire, Sciences Commerciales et Administratives, Informatique et Gestion des Entreprises) : cycles de graduat et de licence

Sciences Exactes (Biologie, Chimie, Géographie, Mathématique et Physique) : cycles de graduat et de licence

Centres de Recherches :

- CERUKI : Centre de Recherche Universitaire du Kivu

- CETAP : Centre Technique d'Appui aux Pêcheurs

7.4. Institut Supérieur des Techniques Médicales de Bukavu (I.S.T.M./Bukavu),

- Directeur Général : Chef de Travaux Justin Shabani Malekezi

Sections organisées :

Enseignement et Administration en Soins Infirmières (cycle de graduat)

Sciences Infirmières (cycle de graduat)

Santé Publique (cycle de graduat et de licence)

Nutrition et Diététique (cycle de graduat)

Techniques de Laboratoire (cycle de graduat)

7.5. Université Catholique de Bukavu (U.C.B.)

- Recteur : Professeur Déogratias Ruhamanyi Bisimwa

Facultés organisées :

Faculté de Médecine (cycle de graduat et d doctorat en médecine)

Faculté d'Economie (cycle de graduat et de licence)

Faculté de Droit (cycle de graduat et de licence)
 Faculté d'Agronomie (cycle de graduat et ingénieur)
 7.6. Université Evangélique en Afrique (U.E.A.),
 - Recteur : Monsieur Daniel Halldorf
 Facultés organisées :
 Faculté de Médecine (cycle de graduat et doctorat en médecine)
 Faculté d'Economie (cycles de graduat et de licence)
 Faculté de Théologie (cycle de graduat et de licence)
 Faculté d'Agronomie (cycle de graduat et d'ingénieur)

8. ACTIVITES

8.1. Formation des formateurs :

a. Séminaire de « formation des formateurs d'éducation d'éthique à la paix, aux droits humains et à la bonne gouvernance pour une intégration des pratiques citoyennes dans les écoles en R.D. Congo », réalisé du 3 au 6 décembre 2001, avec l'appui de 11.11.11/Belgique.

Séminaire de pédagogie universitaire sur « les techniques de communication », réalisée du 26 au 28 décembre 2001

8.2. Harmonisation régionale des cursus d'études :

Forum universitaire Kivutien sur « la qualité de formation à l'enseignement supérieur et universitaire au Kivu », prévu du 27 au 29 mai 2002, avec l'appui de la Coopération Universitaire au Développement / Belgique.

8.3. Recherche de financement pour les projets suivants :

Plan d'opération CIUB 2002-2004

Projet de mise en place d'une bibliothèque centrale interuniversitaire

Projet Centre Interuniversitaire d'animation pédagogique,

Projet d'appui à la mobilité locale des enseignants dans les institutions d'enseignement supérieur et universitaire de Bukavu

Projet d'appui aux missions d'enseignement, à la formation des formateurs (bourses d'études de Maîtrise, DES et doctorat, de stage et des chercheurs résidents),

Projet d'appui en infrastructures, logistique et en équipement des laboratoires des sciences de base.

9. LIENS / PARTENAIRES

11.11.11 /Belgique

Coopération Universitaire au Développement , CUD

Université d'Anvers IPGD-Ruca

10. IDENTITE DU C.I.U.B.

1.	Dénomination juridique :	CONSEIL INTERUNIVERSITAIRE DE BUKAVU
2.	Sigle :	C.I.U.B.
3.	Date de création : Autre date :	Avril 1998 19 avril 1999 : Date de la signature du protocole de coopération des institutions d'enseignement supérieur et universitaire membres
4.	Adresse officielle :	ISP Bukavu Bâtiment administratif
5.	Lieu du siège si différent de l'adresse officielle	ISP Bukavu
6.	Adresse postale	B.P. 854 Bukavu, R.D. Congo B.P. 540 Cyangugu Rwanda
7.	Responsables et fonctions	<u>Conseil d'Administration :</u> Professeur Barnabé Mulyumba wa Mamba, Président Professeur Augustin Baswira Sanvura, Vice-Président Professeur Kaishusha Mbonyi, Secrétaire

		<u>Secrétariat Exécutif :</u> C.T. Me Basile Kabazimya Kabeziwa, Secrétaire Exécutif
8.	N° Téléphone	Mobile 00 0250 08 53 66 29 Professeur B. Mulyumba wa Mamba 00 0250 08 52 09 51 Professeur A. Bashwira Sanvura 00 250 08 42 76 74 Professeur Kaishusha Mbonyi 00 250 08 5 9 76 89 C.T. Me Basile Kabazimya K.
9.	Courrier électronique :	ciub_secretariatexecutif@yahoo.fr
10.	Site Internet :	-

11. REFERENCES BANCAIRES :

11.	Nom de la banque	UNION DES BANQUES CONGOLAISES
12.	Dénomination du compte	CONSEIL INTERUNIVERSITAIRE DE BUKAVU (C.I.U.B.)
13.	N° de compte :	270-70-9227801- à l'Union des Banques Congolaises <u>Transfert de l'étranger au compte n°</u> 022-0052118-01-68 USD de l'Union des Banques Congolaises ouvert dans les livres de la Banque Commerciale du Rwanda (B.C.R. Cyangugu, Rwanda) en faveur du Conseil Interuniversitaire de Bukavu (C.I.U.B.)
14.	Nom et fonction des signataires	Professeur Barnabé Mulyumba wa Mamba, Président Professeur Augustin Baswira Sanvura, Vice-Président C.T. Me Basile Kabazimya Kabeziwa, Secrétaire Exécutif